

Les Balkans mondiaux

Dossier réalisé par
JEAN-MARIE CHAUVIER et Paul DELMOTTE

Etude éditée par
l'Association culturelle Joseph Jacquemotte
Mars 2006

Introduction.

L'étude qui suit reprend les actes d'une journée d'étude organisée le 3 septembre 2005 par l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte. Cette journée s'est déroulée dans le cadre de l'assemblée générale extraordinaire que l'association tient sur une des thématiques développées dans le cadre de l'axe 1 du décret. En l'occurrence, il s'agit de la thématique intitulée « Quelle citoyenneté dans un monde globalisé ? » qui appréhende à la fois des questions politiques et sociétales mais aussi des questions de politique étrangère.

Dans le cas de cette journée, il s'agissait de comprendre les problèmes qui se posent dans ce qu'il est convenu d'appeler les Balkans mondiaux, un territoire particulièrement sensible puisqu'il englobe le sud est européen, le Proche et Moyen Orient ainsi que la Russie.

Trois personnes ressources ont animé cette journée : Jean-Marie Chauvier, journaliste, ancien collaborateur du Monde Diplomatique et spécialiste de l'ex-URSS ; Paul Delmotte, professeur à l'IHECS et Eric Rermacle, professeur à l'ULB. Le texte de ce dernier ne nous est, hélas, pas parvenu.

Jean-Pierre Michiels
Président de l'ACJJ

EURASIE : LE GRAND REPARTAGE dans l'espace ex-soviétique.¹

Par Jean-Marie Chauvier

« Le grand échiquier est évidemment cette Eurasie où vivent 75% de la population du monde, où se trouvent la majeure partie des ressources ainsi que les deux tiers de la production mondiale. (...) La partie qui se joue dans le pourtour de la Russie n'est plus l'endiguement de la guerre froide mais le refoulement (roll back) auquel rêvait, sans y parvenir, Foster Dulles. »

Gérard Chaliand. Préface à Zbigniew Brzezinski « Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde », Bayard éd. 1997.

« L'Eurasie, surtout l'Asie centrale et le Caucase, constituera certainement une zone d'inquiétude croissante, avec son grand nombre d'états en faillite potentielle (...) L'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie (...) pourraient compenser leur vulnérabilité relative par une association plus étroite avec l'Europe et les Etats-Unis. »

« Le rapport de la CIA. Comment sera le monde en 2020 ? » Robert Laffont, éd.2005.

« L'OTAN est par définition une alliance militaire, dont l'un des objectifs est de protéger l'Europe contre une Russie qui serait tentée par une nouvelle aventure impériale. »

Henri Kissinger « La nouvelle puissance américaine » Fayard éd.2003.

« LOTAN doit se transformer en instrument destiné à protéger les valeurs et les principes de la société ouverte, non seulement à l'intérieur de ses frontières mais au delà (...) L'OTAN est mieux placée que l'ONU pour faire rayonner, sur une base collective, la puissance militaire américaine dans le monde. »

Georges Soros (l'un des principaux sponsors du libéralisme et des « révolutions colorées » en ex-URSS) « Le défi de l'argent », Plon éd. 1995.

« La chute du Mur de Berlin en 1989-91, les révolutions 'colorées' en ex-URSS en 2004-2005: de grandes avancées de la Révolution Démocratique Mondiale. »

Présidents Bush père et fils, ainsi que les médias internationaux.

¹ Ce texte est une synthèse d'exposés faits - fin 2004 et en 2005 - dans diverses associations : Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB), Amis du Monde Diplomatique de Mons-Borinage, Liège et Rennes, Association de la Paix de Mons-Borinage, ATTAC-Bruxelles et Association Culturelle Joseph Jacquemotte. (ACJJ). Le texte comprend des annexes de l'auteur et de la revue de réseau international « Eurasie-Bxl » (ex-Samovar) - année 2005.

Avertissement

Parler d'Eurasie, de « continent eurasién » et de « repartage » relève en partie d'une approche géopolitique ou géostratégique. Celle-ci a souvent été réduite à des questions de puissance et d'interventions militaires. Certains géopolitistes ont tendance à ignorer les sociétés, qui ne sont pourtant pas que « pions sur l'échiquier des puissances ». A l'inverse, certains analystes des sociétés, marxistes ou non, et des militants de « sociétés civiles » négligent les enjeux géopolitiques des batailles telles que les « révolutions colorées » d'ex-URSS, ce qui permet d'occulter les manipulations extérieures dont elles sont l'objet. Nous pensons que les deux approches ne s'excluent pas mais sont complémentaires. La géopolitique sans les sociétés est un exercice « en chambre » relativement hasardeux. L'étude des sociétés qui écarterait les enjeux stratégiques est, elle, simplement myope et inconsciente. Comment ignorer la globalisation et la mondialisation, qui sont précisément les cadres de la géopolitique d'aujourd'hui.

INTRODUCTION

L'Eurasie, le continent eurasién ou euro-asiatique ne sont pas une notion géographique mais bien un concept politique à géométrie variable. L'Eurasie est « le grand échiquier » où, en même temps qu'au « grand Moyen-Orient » et en Amérique latine se joue l'avenir du nouvel ordre mondial. Les Etats-Unis y jouent un rôle prépondérant. Dans les organigrammes et sites Internet d'organisations d'état et de fondations privées américaines, la rubrique « Eurasia » désigne l'espace ex-soviétique. Les Etats-Unis y auraient pour mission d'établir l'ordre et la paix, et d'encadrer la marche au « Marché » et à la « Démocratie »². Cette marche en avant, également nommée « mondialisation », implique le repartage de l'immense espace eurasién « libéré du socialisme », en 1989-91 - repartage des sources de richesse et de pouvoir, impliquant donc la refonte de systèmes et des sociétés . Le rôle moteur joué par les Etats-Unis s'accomplit, notamment, via l'élargissement à l'Est de l'OTAN

qui, de son ancienne fonction d'alliance anticomuniste est en train de se métamorphoser en organisation politico-militaire d'encadrement de la mondialisation et, sur le terrain eurasién, de « refoulement » de la Russie comme puissance résiduelle ou renaissante. Des stratégestes aussi différents qu'Henri Kissinger, Zbigniew Brzezinski et Georges Soros - ces deux derniers très actifs dans le soutien aux « révolutions colorées » en Géorgie et en Ukraine- sont d'accord sur ce triple credo : l'Eurasie doit être libérée de l'hégémonisme russe, les Etats-Unis jouent sur ce plan comme dans la mondialisation en général le rôle dirigeant, et l'OTAN reconverti à ses nouvelles fonctions en est l'instrument privilégié. L'Union Européenne est désignée par les mêmes dans un rôle auxiliaire subalterne.

² « Grand échiquier » et « grand Moyen-Orient » sont des notions de stratégestes américains. Le « grand Moyen-Orient » se compose du Proche-Orient et des pays d'Asie occidentale et centrale. Les notions de « Balkans eurasiéniens » et de « Balkans mondiaux » sont de Zbigniew Brzezinski. (cf. orientation bibliographique)

GLOSSAIRE

EUROPE

Continent situé entre l'Atlantique et la chaîne de montagnes de l'Oural. Partagée entre Europe occidentale et « pays de l'Est » du temps de la guerre froide, elle est désormais répartie (selon les auteurs) en Europe occidentale et centrale (largement intégrée à l'Union Européenne) et Europe orientale. Cette dernière est constituée pour l'essentiel de la Fédération de Russie, dont le territoire s'étend, au delà de l'Oural et jusqu'au Pacifique, sur une large partie du continent asiatique. (plus de 17 millions de Km² au total) La Russie est ainsi qualifiée, selon les auteurs, d'« européenne » ou d' « euro asiatique » au sens géopolitique et culturel.

EURASIE

Au sens géopolitique: ensemble formé par l'Europe et l'Asie.

Selon certains stratégestes américains, ce serait « le grand échiquier » où s'opère le repartage de l'espace ex-soviétique pour le plus grand profit de la puissance états-unienne.

L'ex-URSS est fréquemment désignée, dans les classifications américaines, comme « Eurasie ». La fondation Soros, qui finance les « révolutions colorées », entretient un site d'information nommé « Eurasia », l'une des principales sources des journalistes occidentaux et de l'ex-URSS sur cette région.

ASIE CENTRALE (ou moyenne)

Région située au sud-est de la Russie (et Sibérie) formée de cinq états précédemment appelés « républiques musulmanes soviétiques », qui n'existaient pas en tant que tels avant la révolution de 1917 : d'Ouest en Est, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. On y ajoute souvent le Kazakhstan, situé plus au Nord. Ces états sont

de tradition musulmane et de langue du groupe Türk, excepté les Tadjiks de langue iranienne. Chacun de ces états est pluriethnique, et le Kazakhstan comprend d'importantes minorités russe, ukrainienne et allemande.

CAUCASE et TRANSCAUCASIE

Chaîne de montagne et région partagée entre le Nord-Caucase, en fédération de Russie, et le Sud-Caucase, ou Transcaucasie, ou Caucasia méridionale, formé de trois états indépendants : Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan.

Le Caucase et chaque état ou république sont multiethniques et pluriconfessionnels - l'Arménie est le pays le plus homogène.

CASPIENNE

Mer intérieure de l'ex-URSS, bordée par le Caucase à l'Ouest et l'Asie centrale à l'Est, la Russie et le Kazakhstan au Nord, l'Iran au sud. Le bassin caspien contient d'importantes réserves de pétrole et de gaz, partiellement exploitées.

EURASIENS

A l'opposé de l'hégémonisme américain et de ses alliés « occidentalistes » en Russie, l'eurasisme est un courant politico culturel (également présent au Kazakhstan) qui préconise l'alliance de la Russie avec la Chine, l'Inde, l'Iran, voire (chez certains) le monde musulman afin de contrecarrer la domination de l'Occident.

ESPACE POST (ou EX) SOVIETIQUE ou ex-URSS.

Les 15 états formés sur base des 15 républiques fédérées qui constituaient l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.(URSS). Au

sens plus restreint : les 12 états membres de la CEI.

CEI

Communauté des Etats Indépendants: fondée en décembre 1991 sur les ruines de l'URSS, structure de concertation aux lignes mal définies de 12 des nouveaux 15 états indépendants issus de l'Union - les trois autres, les républiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) ayant rejoint l'Union Européenne.

GUAM

Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie. Alliance de membres de la CEI orientés vers les Etats-Unis et l'Union Européenne, en opposition à l'hégémonie russe. L'Uzbekistan (nom anglais) qui en faisait partie (d'où GUUAM) s'en est retiré en 2005. Les pays du GUAM se concertent également avec les états baltes et la Pologne pour former un « arc démocratique » autour de la Russie et de la Biélorussie considérés comme « anti-démocratiques ».

PECO

Pays d'Europe Centrale et Orientale, situés à l'Ouest de la CEI.

La plupart désormais intégrés ou candidats à l'Union Européenne. Certains auteurs parlent désormais d'« Europe centrale » seulement, et y ajoutent l'Ukraine et le Belarus (Biélorussie), de sorte que seule la Russie demeurerait en « Europe orientale ». Une façon très politique de remodeler la géographie.

« SOCIALISME REEL »

Terme usuel pour désigner le système socio-économique et politique des anciens pays « de l'Est » se désignant eux-mêmes comme « socialistes ». Le terme « réel », ou « réellement existant » a été employé pour distinguer ce

système du socialisme « idéal », celui des idéologies.

"COMMUNISME".

Au sens idéologique et très large, idée et projets de sociétés égalitaires fondées sur la propriété collective et le dépérissement de l'état au profit de l'autogestion sociale, allant de l'anarcho-communisme au communisme d'inspiration marxiste et léniniste.

Historiquement, au 20ème siècle, théories et pratiques, partis et états se réclamant d'un socialisme d'état « en transition vers le communisme » et qui s'est plutôt avéré comme une variante de « transition vers le capitalisme ». Une fois cette transition accomplie, les adversaires ou les « renégats » du communisme désignent comme « communistes » (synonymes de très mauvais) les anciens régimes socialistes d'état, ce qui permet également de célébrer « la fin du communisme ».

L'anticommunisme, qui mêle rejet de ces anciens régimes dits « communistes » et disqualification des projets égalitaires, voire du simple refus des régressions sociales, a été le ciment idéologique de tous les courants réactionnaires depuis le 19ème siècle: tenants des régimes féodaux et du capitalisme primitif, fascismes, nazisme, front de l'Est contre le « judéo-bolchévisme » et autres régimes autoritaires de droite, jusqu'aux actuels néolibéraux et restaurateurs du capitalisme à l'Est. Dans ces ultimes variantes, l'anticommunisme a reçu d'importants renforts issus des partis communistes, du gauchisme de mai 68 et des anciennes dissidences de l'Est. C'est la doctrine officielle implicite de plusieurs états d'Europe centrale et orientale, alliant discrédit du passé « totalitaire » et justification du présent « libéral ».

« TOTALITARISME »³

Discours idéologique sur les anciens pays « de l'Est » tendant à les présenter comme des systèmes et des sociétés homogènes, uniformes, « orwelliens », générant un nouveau type humain, « homo sovieticus » ou « homme soviétique ordinaire » (Levada). Ce discours a été disqualifié dans les années 60-80 par l'évolution, le pluralisme réel et la diversification de ces sociétés de plus en plus largement insérées dans le processus global de modernisation des sociétés industrielles. Malgré cela, et après coup, le terme « totalitaire » a été recyclé pour stigmatiser les anciens régimes, par opposition à la « Démocratie ». Libéraux et anciens communistes de l'Est y ont même ajouté un noyau idéologique : le « totalitarisme » serait du à la destruction de la propriété privée des moyens de production. La terminologie sert donc surtout, dans ce cas, à légitimer les privatisations des années 90.

PERESTROIKA

Mot russe désignant la « reconstruction » (économique, sociale, culturelle) et, plus précisément l'autoréforme de l'URSS. Au sens historique : politique de réformes de Mikhaïl Gorbatchev, de 1985 à 1991. Certains y ajoutent les réformes des années 90, sous Boris Eltsine, caractérisées par la libéralisation et la privatisation de l'économie, comme si tel était le sens obligé des réformes amorcées en 1985-86. La Perestroïka et sa Glasnost (mise au jour des problèmes et des opinions librement exprimées) étaient porteuses d'aspirations contradictoires, d'intérêts et de rêves dont seuls les plus conformes à « l'économie de marché » ont pu

³ Mis à part les usages polémiques et vulgaires du « totalitarisme », ce concept a inspiré des études intéressantes et de fécondes controverses. Une anthologie critique des principaux textes a été réalisée par l'historien Enzo Traverso : « Le totalitarisme. Le XXème siècle en débat ». inédit – essai. Le Seuil 2001.

s'épanouir. Les résultats sociaux désastreux (« Katastroïka ») ont formé, dans les populations ex-soviétiques, une image négative de la Perestroïka et de Gorbatchev, au contraire très appréciés en Occident et en Europe centrale pour avoir causé la ruine du bloc soviétique.

TRANSITION

Concept idéologique habituel pour tous ceux qui ont la certitude de pouvoir définir, dans le mouvement d'une société, les points de départ et d'arrivée. Ainsi, chez les marxistes, « la transition du capitalisme au socialisme ».

Depuis 1989, terme largement admis dans les milieux spécialisés pour désigner « la transition du communisme au Marché et à la Démocratie ». Cette transition serait officiellement achevée lorsque des pays reçoivent, au niveau des institutions du monde occidental, le titre d'« économies de Marché ». C'est le cas de la Russie et de l'Ukraine, ainsi que des PECO (voir plus loin). Mais la « transition vers la Démocratie » est loin d'être achevée.

Certains spécialistes pensent ce pendant que le terme de « transition » est « impropre, parce qu'il assimile abusivement les transformations à un passage entre deux états supposés identifiés et stables (...) Il impose une vision téléologique du changement en définissant a priori l'ensemble des caractéristiques de l'état d'arrivée » (Pagé-Vercueil, cf. biblio)

NOMENKLATURA.

Littéralement : liste des postes de responsabilité dans l'économie et l'Etat, tenue à jour par le comité central du parti communiste d'Union soviétique et d'autres instances officielles - autrement dit l'ordre établi des dirigeants du Parti-Etat à tous les niveaux. Par extension: les couches dominantes de l'ex-URSS - mais celles-ci comportaient également une intelligentsia privilégiée qui n'entraîne pas nécessairement dans la « nomenklatura », tout de participant au

système de domination. La fraction économique et commerciale moderniste et une partie de la bureaucratie « communiste » aspirant à la propriété, ont accompli la « grande révolution capitaliste » des années 90, en compagnie d'autres groupes sociaux - milieux d'affaires et intellectuels médiatiques. De « gérante » de l'ancien système, cette nomenklatura autoréformée est devenue « propriétaire ». Ainsi, les privilèges de fonction (appartements, datchas, terrains et autres biens théoriquement publics) ont été privatisés.

Cette métamorphose a été qualifiée par ses auteurs de « démocratisation » ou « libéralisation ». En Russie, les « démocrates » qui l'ont impulsée se sont définis « de gauche » jusqu'à la chute du régime en 1990-91, puis se sont progressivement resitués « à droite », le mot « gauche » étant cette fois accolé aux opposants communistes et nationalistes.

"NOUVEAUX RUSSES".

Expression désignant la nouvelle génération du business en Russie, dont les oligarques des années 90 qui avaient entre 20 et 50 ans et n'avaient pas occupé de positions dirigeantes à l'époque soviétique. Leur ascension a été souvent présentée de façon un peu romantique : enrichissement rapide, criminalité, mafias, flambeurs et séducteurs de filles - on retrouve ces clichés, en partie réalistes dans un film comme « Tycoon le nouveau russe » (« L'oligarque » est le titre russe) de Pavel Lounguine, plus sévère envers les mafieux « nationalistes » ou « communistes », issus du KGB et de la nomenklatura. La nouvelle classe possédante dont les « nouveaux Russes » sont le fer de lance est surtout remarquable par son aspect parasitaire : ce n'est pas une véritable bourgeoisie, elle ne crée pas de richesses mais exploite à son profit l'appareil industriel hérité de l'URSS et les matières premières revendues aux cours mondiaux, tout en plaçant ses profits sur des comptes à Gibraltar, Chypre, en Suisse et

dans d'autres paradis fiscaux. Il y a bien entendu des « nouveaux Géorgiens », « nouveaux Ukrainiens », etc. non moins parasites et prédateurs, dans tous les anciens « pays de l'Est ». Il existe également des chefs d'entreprise dignes de ce nom, principalement des capitaines d'industries de la nomenklatura, de nouveaux entrepreneurs créateurs de biens et de services, des fonctionnaires d'état attachés aux intérêts publics et, dès lors, mal cotés par les libéraux.

APPARATCHIKS

Se dit des anciens fonctionnaires communistes dans un sens péjoratif (par extension : les employés des syndicats et d'autres formations politiques. Mais le terme ne s'applique pas aux « appareils » des firmes privées)

L'étiquette est sélective et changeante dans ses usages en Occident. Les anciens dirigeants communistes vantés pour leur conversion « aux réformes », tels Mikhaïl Gorbatchev ou Boris Eltsine, sont rarement qualifiés d'« apparatchiks », un terme qui les dévaloriserait. Par contre, des réformateurs tels qu'Edouard Chevernadze, l'un des artisans de la chute du mur de Berlin et de la pénétration américaine au Caucase est redevenu "ancien apparatchik communiste" dans nos journaux dès lors qu'il a cessé de satisfaire les attentes de ses protecteurs occidentaux. Les « apparatchiks » sont généralement « ternes » - à la différence des « leaders » et autres « égéries » des révolutions colorées, qui sont « brillants » et « dynamiques ».

« REVOLUTION »

Au sens classique : changement radical d'ordre social ou politique. Les « révolutions » étaient des événements rares, ouvrant des « ères nouvelles de l'Histoire », ce qui n'est pas le cas de n'importe quel mouvement de protestation ou insurrection. On hésitait même à qualifier de « révolution » un bouleversement aussi

considérable que Mai 68 - l'ordre socio-économique n'ayant pas été changé en France.

Au sens publicitaire: argument de vente. On voit se succéder les « révolutions » dans les domaines des poudres à lessiver, automobiles et autres téléphones mobiles.

Cette inflation sémantique publicitaire a gagné les médias et désigne maintenant des événements politiques, parfois même de simples manifestations : une « révolution » est un mouvement de rue visant à changer de président, voire une manifestation de quelques milliers de protestataires ayant l'aval des Etats-Unis et de l'Union européenne, comme à Minsk en mars 2006. Lorsque ce type de rassemblement ou de soulèvement ne rencontre pas l'intérêt des puissances en question, ils sont qualifiés d'« émeutes » ou de « désordres urbains », éventuellement, si des changements de pouvoir sont obtenus, de « coups de force » ou de « coups d'état ».

« REVOLUTION DEMOCRATIQUE MONDIALE »

Expression du président George W. Bush pour désigner les changements politiques encouragés par les Etats-Unis, notamment en ex-URSS et au « grand Moyen-Orient ». Des fonds importants et diverses fondations sont mobilisés pour favoriser ces changements, tant dans le camp présidentiel et néo-conservateur que dans les milieux démocrates libéraux. (cf. Tertrais, Soros, Thevenin, biblio)

BALKANS

Au sens géographique, région du sud-est de l'Europe. Au sens historique, région (la même) dont la fragmentation interne (« macédoine » ethnique) est propice aux interventions extérieures. (« guerres balkaniques », « balkanisation ») Tel fut le cas, récemment, de la Yougoslavie désintégrée.

« BALKANS EURASIENS »

Selon le stratégeste américain Zbigniew Brzezinski (dit Zbig), zone formée au nord par une frange de l'ex-URSS (neuf pays au total) englobant la Russie méridionale, le Caucase, l'est ukrainien, le Kazakhstan et au sud par les pays voisins, dont le Kurdistan turc, l'Iran, l'Afghanistan. Tous pays instables et exposés à la « balkanisation ». Cette théorie vise explicitement à empêcher toute reconstitution d'une puissance ou confédération autour de la Russie.

« BALKANS MONDIAUX » et « ARC DE CRISE »

S'ajoutant aux « Balkans eurasiens », les pays du « grand Moyen-Orient » (d'Israël/Palestine au Pakistan) formeraient un arc de crise que « Zbig » appelle « les Balkans mondiaux ». Mais d'autres stratégestes américains décrivent un « arc de crise » ancré en Asie du sud-est et principalement situé dans le monde arabo-musulman - le terrorisme et l'intégrisme islamiques en constituent « l'explosif » majeur. Dans cette dernière optique, ce n'est pas l'ex-URSS, mais le conflit israélo-palestinien, les guerres d'Irak, d'Afghanistan, et si nécessaire d'Iran qui constituent les fronts principaux d'affrontements qui auraient pour enjeu central les champs de pétrole du Moyen-Orient.

"CHOC DES CIVILISATIONS".

Théorie de l'Américain Samuel Huntington, idéologue du nationalisme états-unien annonçant notamment une collision entre la civilisation occidentale chrétienne et le monde arabo-musulman. Une telle tendance à redéfinir le monde d'après les appartenances religieuses et culturelles porte à dessiner des clivages autres que ceux des « Balkans » de « Zbig ». Appliquée à l'ex-URSS, la grande césure passerait entre le monde slave chrétien et le monde turco-

musulman, ce qui ferait éclater des pays multiculturels comme le Kazakhstan voire la Fédération de Russie, qui compte 20% de Musulmans.

Ainsi, la Russie se situerait dans le « bon camp » des chrétiens opposés à l'Islam - une théorie qui plaît, en Russie, aux occidentalistes islamophobes et aux tenants racistes du caractère « aryen » et « blanc » de la nation russe. A l'intérieur même du monde chrétien, un clivage « subalterne » opposerait les pays orthodoxes aux pays catholiques. (Clivages Serbie-Croatie, Ukraine orientale et centrale-Ukraine occidentale etc. L'Ukraine devrait donc à son tour éclater). Les théoriciens à la Huttington offrent la possibilité d'exploiter à souhait les différences culturelles aux fins de détruire des états et des fédérations, comme ce fut déjà le cas en Yougoslavie.

OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord).

Alliance politico-militaire occidentale sous commandement américain, fondée en 1949, officiellement pour défendre le « monde libre » contre le bloc soviétique, qui réplique en 1955 en fondant le « Pacte de Varsovie ». Lors de la « chute du communisme », le Pacte de Varsovie est dissous, mais l'OTAN se maintient et s'élargit à l'Est. D'où la redéfinition de ses objectifs. « *L'OTAN est par définition une alliance militaire, dont l'un des objectifs est de protéger l'Europe contre une Russie qui serait tentée par une nouvelle aventure impériale* ». (Henri Kissinger « La nouvelle puissance américaine » Fayard éd. 2003) « *L'OTAN doit se transformer en instrument destiné à protéger les valeurs et les principes de la société ouverte, non seulement à l'intérieur de ses frontières mais au-delà (...) L'OTAN est mieux placée que l'ONU pour faire rayonner, sur une base collective, la puissance militaire américaine dans le monde* ». Georges

Soros (l'un des principaux sponsors du libéralisme et des « révolutions colorées » en ex-URSS) « Le défi de l'argent », Plon éd. 1995.

GLOBALISATION

Désigne la globalité croissante des processus économiques, écologiques et civilisationnels à l'oeuvre à l'échelle planétaire tout en intégrant les entreprises et les enjeux locaux et nationaux. Parfois confondu avec « mondialisation ». Le terme d'usage en russe est: « Globalizatsiia ». D'où les « anti BALKANS globalistes » qui, en Russie, sont tantôt « souverainistes » ou nationalistes, tantôt analogues aux altermondialistes de l'Ouest.

MONDIALISATION

Terme d'usage depuis les années 80, mais de longue date, il était question de « l'internationalisation de la production et du capital », de leur centralisation par delà les frontières nationales (Marx). « Le processus peut être défini comme la diffusion de l'influence et de l'emprise du capitalisme à la surface du globe ». Dans la phase actuelle, il se singularise par le rôle d'organismes supranationaux, l'idéologie libérale, l'effondrement des systèmes socialistes et l'insertion de l'espace planétaire dans ces « nouvelles logiques hégémoniques ». Toutefois, « cette nouvelle mondialisation n'est rendue possible que par les décisions politiques prises par les principaux états capitalistes ». (Laurent Carroué, cf. biblio)

IDE (Investissement Direct Etranger)

L'une des forces motrices de la mondialisation et de la « colonisation économique » des PECO. Indissociable des privatisations. (cf. biblio, Bardos et Defraigne)

Principaux repères datés

Février 1956 : 20ème congrès du Parti Communiste d'Union soviétique (PCUS) initiant, avec Nikita Krouchtchev, la politique de déstalinisation, de réformes internes et d'ouverture à l'Ouest.

Février-mars 1986 : 27ème congrès du PCUS où Mikhaïl Gorbatchev radicalise l'orientation réformatrice. Débuts, en URSS, de la « Perestroïka » principalement conçue, dès 1985 par son idéologue Alexandre Iakovlev, comme un démantèlement complet du système socialiste, l'installation de l'économie de marché et de la propriété privée.

1989-90 : **dislocation du bloc de l'Est à l'initiative de l'URSS, chute du Mur de Berlin, « révolution de velours » à Prague, fin des pouvoirs communistes dans l'ensemble de l'Europe centrale et orientale. Réaction violente en Chine, où le parti communiste encadre lui-même l'essor du capitalisme.**

1991 : **autodissolution de l'URSS** sous l'impulsion du président russe Boris Eltsine allié aux dirigeants séparatistes biélorusse et ukrainien.

1992 : débuts de la « thérapie de choc » libérale en Russie, conçue par l'économiste et premier ministre Egor Gaïdar, conseillé par le Fonds Monétaire International.

Les réformes en Europe centrale et orientale sont diversement modulées : « thérapie de choc » en Pologne, privatisations brutales et passage radical au système occidental en ex-RDA, poursuite en Hongrie de réformes marchandes initiées sous l'ancien régime, réformes graduelles en Slovénie, "marchandisation" et privatisations plus chaotiques en Roumanie, en Ukraine, etc.

1992-96 : privatisation massive de l'économie russe, conduite par Anatoli Tchoubaïs, menant à la formation de l'oligarchie politico financière. Captation par celle-ci de la rente pétrolière. Fuite des capitaux et des cerveaux.

2000 : avènement à la présidence russe de Vladimir Poutine, qui tente de restaurer l'Etat et de mettre au pas les oligarques, tout en poursuivant la libéralisation économique.

2001-2006 : **attentats du 11 septembre 2001**, débuts de la « guerre globale » américaine en Afghanistan puis en Irak, « réaménagement démocratique du Grand Moyen Orient ».

2003 : opération « Youkos » (de concert avec Exxon-Mobil) en direction des pétroles sibériens, brisée par Vladimir Poutine.

2003-2004 : « **révolutions colorées** » dites « de la rose » en Géorgie (renversement du président Edouard Chevarnadze au profit de Mikhaïl Saakachvili) ; « orange » en Ukraine (avènement de Viktor Iouchtchenko, élu président à 52%) ; « des tulipes » au Kirghizstan.

2005 : **mise en exploitation de l'oléoduc transcaucasien BTC** (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) détournant des réseaux russes et iranien une partie des pétroles de la Caspienne. Le groupe russe GAZPROM impose « les prix du marché » à ses clients des anciennes républiques soviétiques (notamment l'Ukraine) jusque là favorisées par des « prix d'amis ».

2006 : Tentative manquée de coup de force (« révolution des jeans bleus ») pour renverser en Biélorussie (Belarus) le président Alexandre Loukachtchenko.

1. Eurasie : la nouvelle donne.

Jusqu'à la fin des années 80 du vingtième siècle, le continent eurasiatique, ou euro asiatique est constitué, pour l'essentiel, par l'Europe, l'Union Soviétique et la Chine. Sa périphérie méridionale comprend, d'Ouest en Est, la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et d'autres états asiatiques. A l'Extrême-Orient se trouvent le Japon et les deux Corée.

Ce continent est partagé entre les trois mondes: capitalisme, socialisme et « tiers-monde », pour reprendre la terminologie la plus courante. Toutes notions sommaires, recouvrant des réalités bien plus complexes que ce qu'elles ne suggèrent.

L'Europe de l'Ouest, le Japon et la Corée du Sud appartiennent au premier, celui du capitalisme industriel et financier hautement développé. L'URSS et les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), ainsi que la Chine, la Yougoslavie, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba forment le deuxième monde, autoproclamé « socialiste », ou qualifié de « communiste » en Occident, et d'ailleurs très diversifié : il est, en gros, moyennement développé (au sens de modernité industrielle) et doté d'un système social relativement soustrait au système du capitalisme mondial, les régimes « communistes » ayant fait valoir une propriété collective, une économie administrée et des protections sociales n'obéissant pas ou mal aux lois du Marché, de la compétitivité, du capitalisme privé.

La périphérie sud est en voie d'intégration rapide à ce système, mais à un niveau de développement et dans une situation de dépendance qui font habituellement parler de « tiers-monde », un concept qui, réduit à sa dimension de « niveau de développement », englobe d'ailleurs des pays socialistes comme Cuba, le Vietnam et la Yougoslavie.

La chute du Mur de Berlin en 1989 et la dislocation de l'URSS en 1991 ont bouleversé la donne. Alors que le monde capitaliste sort victorieux et « mondialisé » de ce dénouement, les PECO et l'ex-URSS s'ouvrent au « grand repartage » tandis que leurs structures étatiques s'effondrent ou se métamorphosent en oligarchies politico financières. (« capitalisme de la nomenklatura »).

Certains états -des fédérations- disparaissent, comme la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie et bien sûr l'Union soviétique. La Fédération de Russie elle-même, conservant une partie de la puissance soviétique et de sa souveraineté, est soumise aux rudes épreuves du « repartage » et de la pénétration, dans l'espace post-soviétique, de la puissance hégémonique planétaire - les Etats-Unis. La Chine n'échappe pas à la pression, mais elle préserve son système d'état et son indépendance nationale, tout en étant de plus en plus dépendante des commandes commerciales extérieures, notamment des Etats-Unis.

2. La notion de "repartage".

La notion de « repartage » doit être comprise au sens large : il s'agit d'une refonte des sociétés et d'une restructuration de l'ordre international, et pas seulement du « partage du butin » de l'ex-URSS, bien que cet aspect -le dépouillement de l'héritage, le pillage des biens publics- n'est pas négligeable.

Mais il s'agit de bien davantage : **ressources naturelles, terre, eau, pétrole, gaz, minerais, parc immobilier et terrains urbains, pouvoirs d'état, découpages frontaliers et zones d'influence, biens culturels, « cerveaux » et domaine de la communication, tout est en « repartage », y compris les espaces de vie quotidienne et de déploiement individuel.**

Trois dimensions sont à prendre en considération : le repartage des sources de richesse et de pouvoir à l'intérieur de chaque pays, état et société post-soviétiques, la répartition des biens et territoires entre les pays et par exemple les 15

états issus de l'URSS, le repartage géopolitique au niveau mondial dont la maîtrise du continent eurasiatique (l'ex-URSS) est l'enjeu.

Le facteur qui, dans l'immédiat, excite le plus les appétits et convoitises, voire conflits et guerres est la dépendance pétrolière des pays producteurs, transporteurs et consommateurs de pétrole. La rente pétrolière est, dans les pays de l'ex-URSS, la principale source d'enrichissement et de pouvoir des groupes possédants dominants. Il y a donc également « repartage » des activités et des investissements au profit des secteurs qui assurent aux plus riches, grâce aux exportations, les plus grosses rentrées en devises fortes qui, elles-mêmes, prennent en partie la direction des « paradis fiscaux » occidentaux, au détriment du développement national.

3. Les circonstances historiques du repartage.

Avant d'être le fruit des volontés politiques, le repartage s'inscrit dans un contexte historique déterminé, des logiques de systèmes économiques et technologiques. Les acteurs « sont agis » par des forces contraignantes à l'échelle planétaire.

La dite « mondialisation » de l'économie implique de nouvelles avancées de l'intégration économique et politique accomplies dans le cadre des grandes firmes multinationales, des marchés financiers et des grandes puissances - essentiellement les Etats-Unis et l'Union européenne- des institutions financières telles que le Fonds monétaire international, la Banque Mondiale et politico-militaires telles que l'OTAN, avec pour principal vecteur les firmes multinationales ou transnationales. S'y ajoute

une condition idéologique particulière - le néolibéralisme dominant le monde capitaliste depuis la fin des années 70.

De son côté, le système socialiste né des révolutions de 1917 et d'après 1945 s'est partiellement soustrait à cet ordre mondial mais est progressivement amené à s'y intégrer. Ses capacités d'adaptation sont épuisées au moment où, sous la pression des changements sociaux et nationaux internes, les dirigeants soviétiques consentent, à la fin des années 80, à démanteler le système et le bloc. Tant en ex-URSS et dans les PECO qu'en Yougoslavie, la crise interne et les pressions extérieures se conjuguent pour aboutir à une « transition » plus ou moins brutale (l'ensemble de l'ex-monde socialiste) et violente (la Yougoslavie) ou pacifique (les PECO), « vers

le Marché et la Démocratie ». La Chine, pour sa part, s'engage dans une voie capitaliste encadrée par le système politique

« communiste » maintenu. Les « progrès de la Démocratie » y sont entravés, mais non ceux de la libéralisation.

4. Les acteurs.

Les acteurs du repartage de l'ex-URSS sont des groupes sociaux, des états et les forces extérieures, ces dernières appuyant certains groupes et certains états contre d'autres.

Sur le terrain de chaque état-société : les groupes sociaux, en ordre principal les classes possédantes constituées, avec des variantes d'un pays à l'autre, des restes de l'ancienne nomenklatura soviétique, des milieux d'affaires issus de l'économie parallèle (dont les groupes criminels organisés) et des nouveaux financiers, commerçants et entrepreneurs dont la fameuse « oligarchie » russe, en osmose avec les appareils d'état et les appareils médiatiques. S'y ajoutent, selon les cas, des acteurs venus des pays capitalistes développés - actionnaires et investisseurs.

Si ce n'est guère le cas en Russie (5% seulement du capital en 2004, mais déjà près de 40% de hausse des investissements directs étrangers (IDE) en 2005, soit 13 milliards de dollars) la « colonisation économique » bat son plein en Europe centrale, qui reçoit 80% des IDE de l'Union Européenne. Lesquels investissements ne servent cependant « ni à la création d'entreprises, ni au transfert technologique ». La part des acquisitions étrangères dans les biens privatisés en 1998 est de 48% en Hongrie, 20% en Pologne, 12% en Lituanie, 10% en République tchèque. Au total, le capital étranger contrôle entre 50 et 75% de l'économie des PECO, et jusqu'à 90 à 100% du secteur bancaire. (Bardos, cf. biblio).

Dans l'ensemble du monde ex-socialiste et de l'ex-URSS (espace post-soviétique) : les

nouveaux états indépendants et les PECO libérés de la tutelle soviétique se repartagent biens et territoires selon des conventions internationales et/ou au gré de rapports de force où jouent désormais en ordre principal « les lois du Marché ». Paradoxe: les nouveaux états ont gagné leur indépendance et leur souveraineté par rapport à l'URSS, mais la mondialisation, la colonisation occidentale et le désengagement des... états de l'économique et du social en fait des états particulièrement faibles.

Au niveau planétaire: les grandes institutions financières (FMI, Banque Mondiale, OMC) et les groupes intégrés régionaux (Union Européenne) ont inspiré, influencé et plus ou moins encadré les réformes à l'Est. Les Etats-unis sont dominants et se servent également des instruments militaires (OTAN, bases dans les Balkans et en Asie centrale) pour asseoir leur influence. Ils financent la majeure partie des activités de « société civile ». L'Union Européenne a intégré les trois anciennes républiques soviétiques baltes. Une influence régionale est exercée par la Turquie, grâce aux affinités linguistiques et culturelles avec les pays turco musulmans de l'ex-URSS.⁴

⁴ Langues du groupe turc : azéri, turkmène, ouzbek, kirghiz, kazakh, tatare, etc.

5. Les enjeux.

L'enjeu principal du repartage eurasiatique est l'espace ex-soviétique en tant que réserve de matières premières, énergétiques -gaz et pétrole- en premier lieu. La maîtrise des territoires, des populations, des pouvoirs constitue le bouquet d'enjeux se structurant autour de l'enjeu principal. Il ne s'agit pas d'une « guerre pour le pétrole » au sens étroit: le pétrole est intéressant en tant que source de profits et de pouvoir. D'autres richesses, d'autres enjeux peuvent s'ajouter ou se substituer à l'énergie, bien qu'on puisse penser que, jusqu'à épuisement des ressources de gaz et de pétrole, ceux-ci continueront de jouer un rôle capital dans la production d'énergie et, dès lors, les rapports de force mondiaux. Mais, qu'il s'agisse de pétrole ou pas, c'est la globalité du processus social qui se dispute. En ce sens, les oléoducs et gazoducs ne servent pas seulement à transporter du pétrole et du gaz, ce sont des vecteurs d'influences politiques et culturelles.

Certains analystes considèrent que le pétrole et l'énergie sont l'enjeu d'une « nouvelle guerre froide ».⁵

⁵ „Der Neue kalte krieg", Der Spiegel, 27-3-2006.

6. Le repartage social: l'exemple russe.

Le repartage social, en ex-URSS, s'est effectué de la manière la plus radicale en Russie - pays-pilote de la libéralisation de choc et, à titre, "laboratoire" de la mondialisation néolibérale. Il s'est effectué, à ce jour, en quatre phases:

- la libéralisation des prix et du commerce extérieur, en 1992, source des grosses fortunes du nouveau capital financier qui prend le contrôle de l'industrie et des médias.
- les privatisations dès 1992-93 et le désengagement de l'Etat dans tous les secteurs avec, dans un premier temps, un alignement de la Russie sur ses pourvoyeurs de fonds et la diplomatie américaine.
- le bradage des fleurons de l'industrie pétrolière à quelques banquiers en échange de leur soutien financier et médiatique à Boris Eltsine, menacé d'être battu par le candidat communiste Guennadi Ziouganov aux présidentielles de 1996. C'est la formation d'une oligarchie qui, de 1996 à 1999, exerce une quasi-dictature au Kremlin, dans la vie économique, politique et médiatique.

En 2004, cette oligarchie était maître (propriétaire) de 60% des firmes cotées en

bourse, de 35% de la production, essentiellement dans le pétrole, l'automobile, l'aluminium.

Le secteur privé dominait également la chimie, la cellulose et le papier, l'agro-alimentaire, la pharmacie, l'alcool. Le capital privé n'était présent qu'à raison de 5%. L'état russe contrôlait encore le quart de l'économie, dont le gaz naturel (48% des actions de "Gazprom", l'électricité, les chemins de fer, le transport des hydrocarbures). Cette emprise de l'état s'est renforcée avec Poutine.

- en 2000-2005, sous la présidence de Vladimir Poutine, une relative restauration de l'Etat dans le contrôle du secteur gazier et pétrolier, l'administration fiscale, la reprise en mains des grands médias audiovisuels. Simultanément, la tentative de restaurer la puissance russe (énergétique) chez ses proches voisins et de développer une diplomatie ambivalente - oscillant entre "l'alliance stratégique" avec les Etats-Unis (depuis le 11 septembre 2001) et la négociation d'espaces d'autonomie et d'influence pour la Russie. Ainsi, Moscou tente de résister aux avancées euro-atlantiques en Géorgie, en Azerbaïdjan, en Ukraine, au Kirghizstan, en Biélorussie. Le séparatisme tchéchène est écrasé sans ménagement.

7. Le repartage national-territorial: l'exemple du Caucase.

Le "divorce" des ex-Soviétiques s'est fait, grosso modo, à l'amiable, de manière civilisée - au contraire de la Yougoslavie où les forces internes de la désintégration, les nationalismes exacerbés et les puissances occidentales se sont conjuguées pour accélérer le démantèlement de l'ancienne fédération. La guerre de l'OTAN, en 1999, lui a donné le coup de grâce.

Certains pays périphériques de l'ex-URSS tels que le Tadjikistan, le Haut-Karabagh (disputé

entre Azerbaïdjan et Arménie), la Géorgie, la Transnistrie (en Moldavie) ont été le théâtre de conflits violents aux enjeux divers. En Fédération de Russie, la république de Tchétchénie est la proie des guerres et du terrorisme depuis fin 1994.

La Russie a été le principal bénéficiaire de la dislocation de l'URSS vu qu'elle a pu disposer de l'essentiel des ressources et du potentiel industriel, qui étaient situés sur son territoire, et

précédemment partagés ou "commercialisés" selon les critères (et à des prix) non marchands du système soviétique. Ces "prix", largement inférieurs aux cours mondiaux, étaient une manière de subventionner l'une ou l'autre république ou des pays socialistes, en fonction de priorités politiques. Après 1991, la Russie a encore "subventionné" de la sorte la Biélorussie, l'Ukraine et les pays baltes mais, progressivement mais sûrement, elle impose les "prix du marché" aux anciennes républiques, Biélorussie exceptée jusqu'à nouvel ordre. La Russie est également la seule à avoir pu conserver, avec l'assentiment des Etats-Unis, une puissance nucléaire - les armes de ce type ayant été démantelées en Ukraine et au Kazakhstan, à une époque (1991) où la Maison Blanche privilégiait les relations avec le Kremlin, en plus de se préoccuper des risques de prolifération des armes nucléaires dans des pays non contrôlés.

Cette force de frappe conserve à la Russie le statut de grande puissance mondiale qui était celui de l'URSS. Fût-il de bien moindre ampleur, l'arsenal russe est suffisant pour détruire les centres vitaux du monde occidental et la confrontation nucléaire avec les Etats-Unis n'est nullement une catégorie désuète. Elle reste une hypothèse, une réalité potentielle, passée au second plan en raison de l'émergence, au sud, de "nouveaux ennemis".

En ex-URSS, un nouveau rapport de forces s'est établi sur base de la puissance énergétique (et nucléaire) de la Russie.

En même temps que le partage des richesses, des questions de territoires ont été posées, principalement dans le Caucase, région-clé pétrolière et stratégique. Vu de l'intérieur, le problème posé est celui de peuples estimant que les anciens découpages de frontières hérités de l'URSS et/ou les souverainetés nationales devaient être remises en question.

Dans le système fédéral soviétique, chacune des quinze républiques fédérées avait une nation "titulaire", les autres peuples ayant parfois des statuts très relatifs d'"autonomies". C'est notamment de ces "tutelles" que certaines minorités entendent se dégager.

Ainsi, en Géorgie, les minorités abkhaze et ossète qui s'estiment lésés par le pouvoir géorgien et réclament leur rattachement à la Russie. En Azerbaïdjan, la minorité arménienne, majoritaire dans la région du Haut Karabagh, réclame son rattachement à l'Arménie. En Moldavie majoritairement roumanophone, les minorités slave et gagaouze (turco -chrétienne) prétendent à l'autonomie. Les Slaves de Transnistrie font sécession. En fédération de Russie, c'est notamment la Tchétchénie qui réclame son indépendance.

La "sale guerre" de Tchétchénie.

En Fédération de Russie- seul cas de séparatisme ouvert- la Tchétchénie a déclaré unilatéralement son indépendance en 1991, dans la foulée de l'invitation du président Eltsine "à prendre autant de souveraineté que possible", un slogan que le leader démocrate avait employé, en 1990-91, pour déstabiliser le président Gorbatchev et accélérer la dislocation de l'URSS, comme souhaité par l'équipe dirigeante russe.

La Tchétchénie souveraine est devenue zone de chaos et de banditisme organisé, voire menace de désagrégation de tout le Nord-Caucase, alors que la région était la voie de passage des pétroles de la Caspienne sous contrôle russe et que les Etats-Unis lançaient les projets d'autres voies rivales plus au sud.

En outre, cette région de tradition musulmane soufie a été investie par des prédicateurs radicaux, "wahhabites" venus d'Arabie saoudite. Cette évolution a valu à la Tchétchénie deux guerres russes impitoyables de reprise en mains, la première en 1994-96, la deuxième depuis l'été 1999. Dans les deux cas, l'armée russe et ses "kontraktniki" (mercenaires) ont infligé aux populations locales destructions massives, tortures et massacres de villages et quartiers entiers. Les occasions de négocier avec les séparatistes ont été repoussées, le dernier leader réputé pro-occidental, l'ex-président Aslan Maskhadov ayant été assassiné par les Russes en 2005. Moscou a, en conséquence, ouvert la voie au terrorisme se réclamant de l'intégrisme islamique (extérieur au Caucase et financé par l'Arabie saoudite) et dont le principal représentant, Shamil Bassaev, a emporté le leadership du mouvement séparatiste.

Le Kremlin mise actuellement, pour gagner la partie, sur la lassitude des populations prises entre deux feux (une grande partie des Tchétchènes, tétanisés par les diverses terreurs, ne veulent apparemment ni de la poursuite de la guerre ni d'une république islamique) et l'isolement des forces rebelles retranchées dans les parties montagneuses du pays. Mais il paraît cependant peu probable, même si Moscou et le pouvoir tchétchène pro-russe contrôlent les villes et les plaines, que le terrorisme puisse être maîtrisé, d'autant que ses auteurs propagent leurs actions dans d'autres régions du pays. (Moscou, Beslan). Ce terrorisme est également manipulé par des forces qui, en Tchétchénie, en Russie et dans d'autres pays, ont intérêt à voir se poursuivre cette guerre, juteuse et "intéressante".

L'ensemble du Nord-Caucase russe est sur la poudre et nombre d'experts occidentaux entendent y favoriser une "décolonisation". (Le Nord-Caucase fut colonisé par les Russes au 19^e siècle) Le stratéliste américain Zbigniew Brzezinski y est particulièrement intéressé, et préside le comité américain "pour la paix en Tchétchénie". On se pose également des questions sur le rôle de l'oligarque Boris Berezovski, l'un des grands prédateurs de l'économie russe, réfugié à Londres d'où il finance les oppositions à Poutine et, selon des rumeurs persistantes, certaines factions tchétchènes.

Par ailleurs, les méthodes de répression et "l'esprit" de la "sale guerre" répandent violence et racisme, telle une gangrène, dans le reste de la Russie, où la presse tant libérale que nationaliste a activement contribué à fabriquer dans le chef des Caucasiens, des "Arabes" et des Musulmans une nouvelle "image de l'ennemi".

D'autres problèmes nationaux-territoriaux sont posés: la majorité russophone de la Crimée, en Ukraine, a exigé son autonomie et pourrait, si Moscou l'encourage, exiger son "retour à la Russie". L'OTAN ne pourrait que s'y opposer, vu l'importance stratégique de la Crimée pour le contrôle de la Mer noire. La minorité tatar est favorable au maintien dans l'Ukraine.

D'autres régions d'Ukraine sont menacées de sécession, la pression "orangiste", occidentaliste et nationaliste à l'Ouest et au Centre ayant pour contrepartie les tendances "rattachistes" (avec la Russie) à l'Est et au Sud du pays.

D'une façon générale, toutes les frontières internes de l'ex-URSS sont exposées au risque de remises en question.

8. Le repartage géopolitique et pétrolier : les bassins caspien et sibérien.

Les deux grands bassins en hydrocarbures de l'ex-URSS sont la Caspienne et la Sibérie occidentale. L'énergie est également produite par le charbon, les centrales hydroélectriques (en Sibérie) et nucléaires.

La mer Caspienne baigne le Caucase à l'Ouest, la Russie et le Kazakhstan au nord, l'Asie centrale musulmane à l'Est, l'Iran au sud. Son repartage est en discussion, vu que c'était précédemment une quasi-mer intérieure de l'URSS, partagée au sud avec l'Iran. Le pétrole d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan étaient traditionnellement transportés par les réseaux soviétiques. Ceux-ci sont désormais concurrencés par ceux que l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et les grandes compagnies pétrolières mondiales ont mis en oeuvre en direction du sud, sous le patronage politico-militaire des Etats-Unis.

La Sibérie occidentale est en Fédération de Russie. L'exploitation pétrolière y est majoritairement privatisée, celle du gaz contrôlée par l'Etat, de même que les voies de transport. Mais la Russie en appelle aux investissements de modernisation pour des installations de pompage à bout de souffle et cause de désastres écologiques graves pour les populations autochtones de Sibérie occidentale.

C'est par ce biais des investissements et des prises de participation dans les sociétés pétrolières et gazières, ouvertes aux capitaux étrangers, que les puissances occidentales, principalement les Etats-Unis, pourraient prendre le contrôle des pétroles sibériens. Une tentative a eu lieu en 2003, pilotée par le groupe Youkos. Le président Poutine l'a brisée. Non par hostilité de principe à des participations occidentales, mais parce que le Kremlin veut en garder le contrôle. (voir en annexe: Affaire Youkos)

9. Le repartage de l'espace culturel, du pouvoir idéologique et de la communication.

A la différence d'autres régions du monde entraînées de longue date dans la culture de masse occidentale, les pays de l'Est et d'ex-URSS, longtemps "privés" par l'ancien régime, de feuilletons télévisés, de publicité commerciale ou de pornographie, vivent en accéléré et simultanément une révolution politique, économique et un renversement culturel. L'audiovisuel et l'information-spectacle commerciale ont fait irruption dans un univers dominé par l'information d'état et la culture

littéraire. En Russie, en même temps que le soviétisme, ce qui se renverse, c'est toute une tradition russe pour laquelle le régime avait une fonction conservatoire. Et cette Russie-là, dite "éternelle", agonise. Pas seulement elle : les cultures nationales en principe revalorisées par les indépendances résistent mal à l'occidentalisation.

La fin du monopole communiste sur l'espace culturel post-soviétique se conjugue également

avec le déclin de l'influence russe hors de Russie. L'effondrement de la recherche et l'ouverture des frontières ont entraîné un départ massif de savants et techniciens, recrutés notamment par les Etats-Unis. Les grands médias sont partagés entre sphères étatiques et privées - nationales et occidentales, mais véhiculent les mêmes modèles culturels d'importation. Jeux télévisés, publicité, feuillets : l'ex-URSS n'échappe plus à la tendance générale et uniformisante du dit "village global".

La culture de masse américaine, la "westernisation" servent à remodeler les esprits et les comportements. L'anglophonie progresse dans les républiques non-russes de l'ex-Union et dans l'ancien bloc soviétique : le russe, langue de communication, y cède le pas à l'anglais.

La fin du communisme d'état signifie une vaste extension des libertés jusque là bridées par les régimes en place : libertés marchandes avant tout, mais également d'expression, d'association, de choix individuel, où il est certes difficile de faire la part des libertés réelles et des "impressions de liberté". Des travailleurs privés d'emplois stables et jetés sur le marché du travail précaire peuvent tout aussi bien se considérer comme privés de droits sociaux ou, au contraire, "libérés" du salariat pour des occupations qu'ils choisissent "librement". Les uns s'estimeront "dépossédés" par les privatisations, d'autres y verront au contraire l'occasion de se lancer dans l'entreprise privée. Liberté d'exploiter autrui, par conséquent, d'autant plus appréciable que la fiscalité est faible et l'Etat de moins en moins "interventionniste". Le désengagement social de l'Etat est vécu comme une tragédie par les uns, et par d'autres comme un "affranchissement du servage". Le grand repartage a donc lieu dans un contexte idéologique donné : à la pensée néolibérale dominante du "tout-Marché" et du "tout-Privé" s'ajoute une idéologie libérale-libertaire ambiante, anti-étatiste voire anti-politique qui fait que tant les "gagnants" des

réformes que des individus "basiques" estiment que "moins il y a d'Etat- mieux ça vaut" (et sans doute : moins de monopoles, moins de bureaucratie, moins de contrôles et de régulation sociale) et qu'un marché de libre concurrence assure à chacun de faire "ce qui lui plaît". En l'occurrence, l'individualisme triomphant va de pair avec une massification et une uniformisation sans précédent des modes de vie et de pensée, c'est l'émergence d'un individu de série, produit d'un comportementalisme universel.

Selon la "Pensée unique" qui tend à s'imposer progressivement dans les médias ("indépendants" ou non des états, et toujours plus dépendants du secteur privé mondial et de la publicité) l'évolution ainsi concoctée mène à la Démocratie et au triomphe des "valeurs universelles". Or, cette heureuse évolution serait confrontée, au sud, par le "terrorisme international" et l'intégrisme islamique et les "états-voyous" (théorie du "choc des civilisations" où la Russie libérale et officielle tente de se ranger "du bon côté") et au nord, par les états refusant ou restreignant la démocratie - tels la Biélorussie (Belarus) et la Russie.

Au contraire, la voie idéale serait favorisée par les révolutions que l'on a dit "colorées" ou "fleuries", comme celles "de la rose" en Géorgie, "orange" en Ukraine et "des tulipes" au Kirghizstan. Toutes révolutions qui doivent frayer la voie aux privatisations, aux capitaux occidentaux, à l'épanouissement des "sociétés civiles" affranchies de la domination des états et autres "appareils bureaucratiques". Un "droit d'ingérence" doit notamment s'exercer dans l'espace ex-soviétique, tout comme en ex-Yougoslavie et au Proche-Orient, afin d'assurer "le respect des Droits de l'Homme". Outre les forces motrices de cette grande métamorphose, les médias internationaux et un vaste réseau de fondations occidentales sont mobilisés pour le triomphe de ces valeurs, et contre les régimes qualifiés de "dictatoriaux post-soviétiques, tels

ceux d'Edouard Chevarnadze en Géorgie, de Léonid Koutchma en Ukraine, d'Alexandre Loukachenko en Biélorussie et, dans la mesure

où il ferait "régesser la démocratie", celui de Vladimir Poutine en Russie.

10. Quelques exemples de "batailles pour l'Eurasie": Géorgie, Ukraine, Kirguizstan, Ouzbekistan, Biélorussie, Russie.

Tous les états post-soviétiques ont développé des formes de libéralisation associées à des régimes plus ou moins autoritaires, fondés sur le clientélisme et non plus l'adhésion à une idéologie. Presque tous ont noué des relations privilégiées avec les Etats-Unis, qui ont soutenu les régimes successifs. Un cas à part est constitué par la Biélorussie : elle ne s'est guère engagée dans les privatisations, maintient des protections sociales de type soviétique ; affirme une idéologie d'état qui, sans être nationaliste, tend à définir une nouvelle identité biélorusse en alliance avec la Russie. Non aligné, le pouvoir d'Alexandre Loukachenko est donc qualifié de "dernière dictature d'Europe" (par Washington)

devant être éliminée. Le pouvoir russe est partagé entre l'appui à un pays allié (alors que d'autres sont passés à la franche hostilité) et les pressions des capitalistes russes en vue de privatiser l'économie biélorusse. C'est le seul cas où un conflit post-soviétique revêt encore un caractère idéologique assez prononcé.

En Transcaucasie et en Ukraine, d'autres problèmes se sont posés. Les pouvoirs et possédants de ces pays sont bien engagés dans les privatisations, mais c'est précisément le lieu de leurs rivalités internes et de jeux d'alliance changeants avec les puissances extérieures.

Le basculement pro-américain en Transcaucasie.

En Transcaucasie, le vecteur du changement géostratégique est le BTC et, avec lui, la pénétration américaine dans cette ex-chasse gardée de la Russie.

Conçu au début des années 90, imposé par l'administration Clinton pour raisons d'intérêt stratégique, construit à l'initiative de BP et d'un consortium des grandes compagnies pétrolières mondiales, le BTC, Bakou-Tbilissi-Ceyhan (voir glossaire) a été mis en service en 2005.

Trois pays y sont impliqués dont deux des trois états transcaucasiens : l'Azerbaïdjan aux sources du pétrole et la Géorgie pour son transport qu'assure également la Turquie avec le terminal pétrolier de Ceyhan.

Dans le premier, les Etats-Unis ont misé sur le régime autoritaire de la famille Aliev. Dans le

deuxième, ils ont d'abord tablé sur l'artisan de la dislocation du bloc soviétique Edouard Chevarnadze et son clan, puis l'ont fait renverser par Mikhaïl Saakachvili, un homme plus jeune et formé aux Etats-Unis, plus décidé à privatiser et à intégrer la Géorgie à l'OTAN. Le coup de force nécessaire à ce tournant et principalement organisé par la Fondation Soros et l'ambassadeur américain à Tbilisi Richard Miles a été baptisé "révolution de la rose", inspiré par la mobilisation qui avait réussi à installer un pouvoir libéral en Serbie.

Le troisième état transcaucasien, l'Arménie, est tenue à l'écart du processus en raison de ses liens amicaux avec la Russie et de son opposition à l'Azerbaïdjan sur la question du Nagorno-Karabagh, dont le rattachement de fait

à l'Arménie est contesté par "la communauté internationale".

L'Arménie est du reste en froid avec la Turquie, en raison du refus de reconnaître le génocide de 1915. Toutefois, des tentatives ont également

La crise ukrainienne.

En Ukraine, la crise se noue autour du contrôle des oléoducs-gazoducs et des privatisations entre divers groupes, recoupant partiellement des clivages régionaux Est-Sud-Centre-Ouest. L'Est et le Sud sont majoritairement industriels, russophones, orthodoxes (partagés entre patriarcats de Moscou et de Kiev) très marqués par les traditions soviétiques. L'Ouest est principalement rural, ukrainophone, également orthodoxe mais avec une influence de l'Eglise gréco-catholique unie au Vatican (uniate) et une forte tradition nationaliste⁶. Situés à mi-chemin, le Centre et Kiev ont apporté un soutien décisif, en 2004, au candidat "pro-occidental" Viktor Iouchtchenko, optant pour l'OTAN et l'Union Européenne malgré l'opposition de Moscou.

Elu (à 52% des suffrages, au troisième tour des présidentielles) d'une moitié (occidentale et centrale) de l'Ukraine, le président Iouchtchenko a été imposé, sous prétexte de fraudes électorales, par une formidable mobilisation populaire et internationale, orchestrée par le vaste réseau de fondations et d'ONG mis en place et/ou financés depuis une dizaine d'années par les Etats-Unis. Cette dimension manipulateur des événements est l'objet d'un déni de réalité ou d'une minimisation dans les milieux de gauche occidentaux sympathisants des "révolutions démocratiques" et soucieux de n'apparaître ni

lieu en Arménie pour faire basculer ce pays dans la sphère d'influence américaine.

L'Union Européenne se manifeste également dans la région, sans se distinguer nettement de la ligne américaine ni formuler de politique cohérente.

"pro-russes", ni "anti-américains" ou "nostalgiques de l'URSS". Ces pudeurs très compréhensibles à gauche n'ont pas cours à droite...ni dans les institutions et fondations états-uniennes, qui informent beaucoup plus largement que nos journaux et assument pleinement le soutien aux "révolutions démocratiques" (lire le livre orangiste enthousiaste et marqué à droite d'Etienne Thevenin, (cf. biblio)⁷

Aux législatives de mars 2006, le "camp orange" s'est divisé, entre partisans de la formation libérale "Notre Ukraine" de Viktor Iouchtchenko et du bloc de Ioulia Timochenko, en désaccord sur les privatisations, les rythmes des réformes et l'adhésion à l'OTAN.

Le parti des régions de Viktor Ianoukovitch, représentant l'Est et le Sud industriels, tournés vers la Russie mais non "vassal de Moscou" l'a emporté, fort de ces influences régionales comme précédemment, et profitant de la dégradation économique de l'année écoulée.

Cette victoire n'annule en rien l'importance du mouvement national de l'Ouest et du Centre qui s'est reconnu dans la "révolution orange". Elle confirme d'ailleurs qu'il n'y a pas de "choix du

⁶ De Galicie surtout où les nationalistes avaient, pendant la seconde guerre mondiale, choisi de combattre contre l'URSS, aux côtés des armées nazies ou sur plusieurs fronts.

⁷ On peut également consulter les sites Internet des fondations Soros, National Endowment for Democracy, Freedom House, les sites néo-conservateurs cités par Tertrais (cf. biblio), également ceux du Département d'Etat US et de chaque ambassade des pays concernés.

peuple ukrainien" dans un sens ou dans l'autre, mais bien division entre les diverses parties du pays. Elle confirme aussi que le clivage Est-Ouest ne recoupe pas entièrement les groupes d'intérêts qui se disputent l'appropriation des biens industriels et de la rente pétrolière (gazière).

Kirghizstan: les tulipes trop vite écloses.

Autre cas de figure, le Kirghizstan, en Asie centrale, dans un contexte très différent. Les Etats-Unis ont établi des bases et des présences militaires dans la région à l'occasion de la guerre d'Afghanistan en 2001, mais ils y sont confrontés à la contestation islamique.

Celle-ci a ébranlé leurs alliés, les présidents kirguize Askaiev et ouzbèque Karimov, l'un déposé par la "révolution des tulipes" en 2005, l'autre désavoué pour sa politique très répressive.

La "révolution des tulipes", partiellement orchestrée par les réseaux américains, a éclaté plus tôt que prévu, sous la pression de mécontentements populaires qui se sont exprimés de façon autonome. Elle a permis le remplacement, à la présidence, d'Askar Askaiev par Kourmanbek Akiev, pas nécessairement plus "libéral" et jouant les équilibres entre Washington et Moscou.

Les mécontentements, attisés par l'islamisme, se sont également manifestés dans l'Ouzbekistan voisin : la révolte d'Anjian, dans la vallée de Ferghana, le 13 mai 2005, a été réprimée au prix de centaines de vies humaines.

L'exception biélorusse.

En Biélorussie, ou Belarus⁸, la "révolution des jeans bleus", prévue par l'opposition en mars

⁸ "Belarus" est le nom du pays en langue biélorusse, l'une des trois principales langues des Slaves orientaux (avec le russe et l'ukrainien). Le russe est

Quoiqu'il en soit, l'Ukraine n'a pas fini d'être déstabilisée et propulsée dans une aventure politique aux destinées très incertaines. Aucune question décisive pour son proche avenir n'a été tranchée.

Les divers régimes post-soviétiques d'Asie centrale et du Kazakhstan ont misé - contre l'islamisme - sur le nationalisme et les traditions claniques.

L'extension de la misère y crée un terrain propice à de nouvelles explosions populaires dont il est difficile de dire dans quelle mesure des forces extérieures réussiront à les instrumentaliser.

L'une des questions soulevées au travers des conflits impliquant des Musulmans (au Caucase et en Asie centrale) est celle des rapports entre Moscou et l'Islam, présent au cœur de la Russie, notamment au Tatarstan. Lequel risque également d'être déstabilisé.

La Russie, sur ce plan, est confrontée à un dilemme : elle doit choisir un nationalisme politique, citoyen, le plus approprié pour maintenir l'union de nationalités et de religions divers, et un nationalisme ethnique, religieux, auquel l'encourage l'extrême-droite et la haute hiérarchie de l'Eglise orthodoxe.

2006, n'a entraîné qu'une faible minorité en raison de circonstances que ses instigateurs

très majoritairement parlé dans les villes de Biélorussie où les nationalistes opposants n'ont guère d'influence.

n'ignoraient pas: non seulement la répression des opposants, mais la popularité du président Lukachhenko et les réalités économiques et sociales relativement préservées du désastre qui affecta d'autres anciennes républiques.

Jusqu'à nouvel ordre, le Belarus présente un bilan positif, comparé à la Russie et à l'Ukraine, en termes de minimum vital assuré pour la majeure partie de la population, de moindre écart entre riches et pauvres, d'espérances de vie et de scolarisation. Et ce, malgré le fait que les Biélorusses ont le plus souffert des effets de Tchernobyl - des effets sur la santé publique que le gouvernement Lukachenko s'efforce de minorer.

On fait valoir que cette réussite biélorusse est due au bas prix de l'énergie fournie par la Russie. Mais de telles faveurs ont été accordées à

l'Ukraine et n'ont pas eu les mêmes effets. La politique économique dirigiste du régime, dans un pays où 80% de l'économie reste sous contrôle de l'état, est certainement la cause principale de la stabilité. L'opposition soutenue par les pays occidentaux et les libéraux russes peut cependant parier sur la dégradation de cet avantage comparatif. L'isolement politique, les sanctions économiques, les pressions extérieures à la privatisation auront vraisemblablement raison de ce dernier "îlot de soviétisme" cible de vindicte de la "communauté internationale". Il n'est pas exclu non plus que le pouvoir russe réussisse à imposer au Belarus un pouvoir qui, tout en restant tourné vers Moscou, engagerait des réformes libérales de nature à calmer l'hostilité occidentale et à satisfaire les milieux d'affaires russes également agacés par "l'exception biélorusse".

Pour (ne pas) conclure

Le repartage et la transformation de l'Eurasie, y compris du grand "trou noir" (Zbig) de l'ex-URSS, s'accomplit au mieux de la globalisation et de la mondialisation néolibérale. Et au nom de la Démocratie et des Droits de l'Homme - soit d'une couverture idéologique qui fait consensus dans les populations, dans toutes les tendances de l'opinion, certes "fabriquée" par les machineries médiatiques que cette même globalisation met en place.

Cet unanimisme procède d'une confusion entre la culture démocratique européenne - fruit d'une longue histoire et réellement attrayante pour les peuples de l'Est qui l'associe à un haut niveau de vie - et le nouvel "impérialisme libéral" ou "démocratique" qui, jouant de cet attrait pour la démocratie occidentale, tente d'imposer son prêt-à-porter politique. La "Démocratie" promue se résume d'ailleurs à des procédures électorales et

à la promotion d'une "société civile" superficielle et téléguidée.

Faut-il ajouter - à l'encontre des manichéismes de l'autre bord- qu'aucun régime, ni aucune force politique notable dans les anciens "pays de l'Est" ne constitue ni ne préconise d'"alternative" à cette mondialisation ? Il serait donc vain d'y rechercher de "bons régimes" qui résisteraient aux "méchants impérialistes" même si, de toute évidence, les puissances réellement impérialistes, les Etats-Unis au premier chef, oeuvrent au démantèlement de régimes, voire d'états et de fédérations qui ne se conforment pas à leurs exigences.

Dans l'ancien bloc socialiste, les sociétés héritent d'un potentiel de ressources naturelles, industrielles et humaines de bon niveau mais en dégradation rapide. Les bilans de la transition ne se résument pas à la contemplation des vitrines

de Prague, Budapest ou Moscou, comme s'y complaisent les reporters au goût du jour.

D'une certaine manière, la "modernisation" des anciens pays de l'Est, spectaculaire en termes de nouvelles technologies, de commerce et de services- à la grande joie des touristes occidentaux qui ne se soucient évidemment pas de santé publique ou d'éducation- se traduit par une "dé-modernisation" d'autres secteurs et, en tout cas, une "tiers-mondisation" au sens de dépendance, de retour à la situation de réservoir de matières premières et de main d'oeuvre bon marché qui était la leur avant 1917 (en ex-URSS) ou avant 1945 (dans les PECO). Plus précisément, de vastes secteurs "modernes" d'industrie et de recherche développés sous le socialisme d'état sont démantelés, le secteur financier est colonisé et les écarts se creusent entre des régions riches qui convergent avec l'Union Européenne et d'autres qui s'enfoncent dans la pauvreté. Des "peuples" de plus en plus différenciés apparaissent, entre les Balkans, l'ex-URSS et l'Europe centrale, fracturés à l'intérieur de chaque pays, entre des minorités riches, des salariés maintenus dans les circuits de travail et une masse de marginaux poussés à l'assistanat, à la mendicité, à l'émigration vers les nouvelles plantations de quasi-esclaves de l'agriculture industrielle, la construction, le marché de la prostitution en Europe occidentale. La régression de la condition féminine, la malnutrition et la maltraitance des enfants sont particulièrement impressionnantes.

L'avenir de ces pays semble circonscrit à la périphérie du capitalisme développé, à l'exception de l'ex-RDA, de la république tchèque, de la Slovénie et de quelques autres régions en voie d'intégration européenne. L'un des aspects de la réintégration au marché mondial est d'ailleurs le largage, par les régions développées, de celles qui l'étaient moins mais bénéficiaient, dans les systèmes socialistes, de subventions et de redistributions fiscales avantageuses : la Macédoine, le Monténégro, la

Bosnie et le Kosovo dans l'ex-Yougoslavie, la Slovaquie en Tchécoslovaquie, les pays d'Asie centrale en ex-URSS. Sans oublier les pays du Nord-Caucase russe, dont les tragédies s'expliquent aussi, et peut-être surtout pas l'effondrement économique et social depuis la fin de l'URSS.

L'après "chute du Mur" est donc aussi la "victoire" des régions riches sur les régions pauvres - cela peut également s'observer en Russie, où l'écart se creuse entre les îlots de prospérité, comme Moscou et quelques centres dynamiques, et d'immenses régions industrielles ou agricoles sinistrées.

En termes de "colonisation" par les capitaux étrangers, les IDE, l'Europe centrale est très avancée, tandis que les pays de la CEI sont "retardataires" et certains d'entre eux tentés par le protectionnisme. La Russie de Poutine s'oppose, par exemple, à une "colonisation financière" directe par les banques occidentales et freine l'adaptation aux normes de l'OMC de ses tarifs intérieurs d'énergie. Tant que faire se pourra...

Les adhésions à l'OMC, freinées en raison de ces résistances, et pour certains pays l'entrée à l'OTAN et à l'UE ne sont probablement plus qu'une question de temps, sauf si le capitalisme mondial venait à faire un "krach" majeur, ce qui n'est certes pas exclu.

Mais il est vrai qu'un autre "héritage socialiste" fait office de frein à cette intégration : une culture de travail pré-capitaliste, le poids de traditions bureaucratiques et claniques, les relents d'idéologie socialiste, le "souvenir" de valeurs non marchandes encore vivaces il y a quelques années, l'importance du secteur "informel" des activités économiques et des relations sociales fondées sur des solidarités locales. Mais l'érosion de ces "vestiges du soviétisme" et de sociétés traditionnelles est probablement irréversible - les

évolutions soviétiques ayant elles-mêmes accéléré (et non contredit, comme le veut une idée reçue) l'occidentalisation. Là encore, faut-il préciser que la persistance du "soviétisme" ou de "l'informel" n'est pas le fruit d'une volonté délibérée de chercher des "alternatives" au capitalisme, mais plutôt l'apanage de stratégies de survie. Il est vrai que, de la sorte, la vie quotidienne des gens échappe en partie aux statistiques - c'est ce que le sociologue Téodor Shanin désigne comme l'économie et la vie "extra-polaires", ne se conformant à aucun des "pôles" dominants, l'Etat ou le Marché.

A moyen terme, la seule certitude est l'expansion du capitalisme, avec ce que cela implique de modernisation des techniques et du mode de vie, de polarisation sociale et de creusement des inégalités, de marginalisation de larges couches de populations "inadaptées", de forces de destruction massive des écosystèmes et des sociétés. Y a-t-il une "issue de secours" ? La question est posée en ex-URSS comme partout ailleurs. Question portant aussi sur l'émergence de forces sociales capables de porter des alternatives - ce qui est tout autre chose que la "débrouille" individuelle ou collective dans des situations de sauve-qui-peut !

A plus court terme, et du point de vue géopolitique, une certitude relative est la montée en force de l'hégémonisme américain et de la puissance économique de la Chine et de l'Inde, qui pourraient développer des partenariats avec la Russie. Dans le domaine du transport des pétroles et du gaz, déjà, des projets russes se nouent avec la Chine et se réalisent avec l'Europe nordique qui, sur le plan eurasiatique, contredisent les orientations "russophobes" dominantes dans les PECO sous influence américaine, comme la Pologne et les états baltes. L'axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin semble parfois s'esquisser, à l'opposé de la politique dominante dans l'Union Européenne, au sein des "révolutions démocratiques" et dans nos opinions publiques plutôt libérales et hostiles à la Russie.

Les grandes inconnues sont, à côté de ces principaux acteurs eurasiatiques, l'avenir de l'Iran (et de l'Irak voisin), du monde musulman en général, du Proche-Orient où le président Poutine a fait une rentrée diplomatique en inaugurant le dialogue politique avec le "Hamas" vainqueur des élections palestiniennes.

Pour ce qui est de la Russie, qui demeure une puissance mondiale en termes nucléaire, militaire et énergétique, deux scénarios sont plausibles:

1. La Russie, au prix d'une évolution sans doute autoritaire, réussit à sauvegarder de larges attributs de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, à renforcer les positions de l'Etat dans la vie économique, à redéployer ses industries, à user de la puissance énergétique de telle sorte qu'elle se reconstitue en grande puissance dans son espace ex-impérial, voire sur la scène mondiale. Serait-elle d'ailleurs en mesure de constituer un pôle géostratégique, avec la Chine et l'Inde, voire l'Union Européenne qui ferait contrepoids aux Etats-Unis ?

Cette première hypothèse suppose, d'une part, un affaiblissement des Etats-Unis suite, par exemple, à leur défaite dans les guerres entreprises au " grand Moyen-Orient", et une capacité de la Russie à contenir la catastrophe démographique et sociale. Par exemple, en réussissant à intégrer des millions d'immigrés des pays musulmans, indispensables au pays vieillissant.

2. La Russie poursuit sa dégradation démographique et sociale, ainsi qu'économique, et la croissance obtenue grâce au boom pétrolier ne se traduit pas par un véritable redéploiement. La pauvreté s'étend à nouveau, le pays s'enlise dans la violence, le racisme et la xénophobie. La fascisation rampante, ses skins nazis et les démagogues populistes prolifèrent. Autrement dit, il y a crispation dans un nationalisme

réactionnaire et stérile, voire suicidaire pour la Russie.

Quels seraient, par exemple, les effets de l'un et l'autre scénario sur l'Ukraine, dont l'évolution sera également déterminante ?

Dans l'hypothèse d'un redressement, la Russie pourrait, non pas "récupérer" l'Ukraine qui est un état indépendant pour de bon, ni même séduire la nouvelle nation ukrainienne telle qu'elle se forme à l'Ouest et au Centre dans la foulée de la "révolution orange", mais représenter au moins pour l'Ukraine orientale et méridionale, et divers groupes industriels de tout le pays, un argument de poids en faveur d'un espace économique et culturel commun. Celui-ci se mettrait en place de concert et non en opposition à l'intégration européenne, à l'UE dont les rythmes d'absorption des nouveaux pays membres vont être vraisemblablement ralentis. La "russophobie" serait alors battue en brèche.

Dans l'hypothèse de la dégradation, la Russie deviendrait un repoussoir, y compris pour les populations russophones d'Ukraine aspirant à un meilleur niveau de vie et au rapprochement avec l'Europe.

De tous les enjeux visibles à court terme, les hydrocarbures restent le plus central, en tant que source de richesse et de pouvoir, tant à l'intérieur qu'au niveau mondial, et dans la mesure où les pays de l'ex-URSS s'enfoncent dans le rôle de réservoir et de "rentiers" des matières premières.

Dans ce domaine, le nouveau cadre de vie a été bien résumé le ministre ukrainien de la défense, Anatoli Grytsenko, évoquant les relations Russie-Ukraine, mais qui peut s'appliquer beaucoup plus largement : *"Dans le secteur - vital - de l'énergie, nos relations ont évolué du registre de la fraternité à celui du marché"*.

Jean-Marie Chauvier
Manuscrit clôturé le 31 mars 2006.

Brève orientation bibliographique récente en langue française.

1. Mondialisation et enjeux géopolitiques.

"L'Atlas" du "Monde Diplomatique", mars 2006.

Zbigniew Brzezinski

Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde, Bayard ed. 1997.

Le vrai choix. L'Amérique et le reste du monde, Odile Jacob 2004

Carroué Laurent

Géographie de la mondialisation
Armand Collin 2004

Chaliand Gérard, Jafalian Annie

La dépendance pétrolière. Mythes et réalités d'un enjeu stratégique. Universalis 2005

Olivier Corten, Barbara Delcourt (coord)

Les guerres antiterroristes.
Revue Contradictions, Bruxelles, 1^{er} trimestre 2004

Defraigne Jean-Christophe

De l'intégration nationale à l'intégration continentale. Analyse de la dynamique d'intégration supranationale européenne des origines à nos jours.
L'Harmattan 2004.

Kissinger Henry

La nouvelle puissance américaine.
Arthème Fayard, 2003

Le rapport de la CIA

Présenté par Alkexandre Adler.
Robert Laffont 2005

Georges Soros

Le défi de l'argent.
Plon 1996

Bernard Tertrais

Quatre ans pour changer le monde.
L'Amérique de Bush 2005-2008
CERI. Autrement, 2005

2. Bilans des "transitions" à l'Est. Evolutions en ex-URSS.

Yann Breault, Pierre Jolicoeur, Jacques Lévesque

La Russie et son ex-empire
Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique
Presses de science po. 2003

Carine Clément

Les ouvriers russes
Dans la tourmente du marché
Syllepse 2000

Claude Karnoouh , Bruno Drweski et all. (dont Nicolas Bardos)

La grande braderie à l'Est.
Le temps des cerises, 2005

Gilles Lepasant et all

L'Ukraine dans la nouvelle Europe
CNRS éditions, 2005.

Jean-Pierre Pagé, Julien Verceuil

De la chute du mur à la nouvelle Europe.
Economie politique d'une métamorphose.

Poujol Catherine

Dictionnaire de l'Asie centrale.
Ellipses, 2001.

Samovar- Cahiers Marxistes, Bruxelles, décembre 1999

A l'Est, dix ans de recyclage des nomenklaturas.

Samovar- La Revue Nouvelle, Bruxelles,
décembre 1999.
Russie: la société rompue.

Sapir Jacques
Le krach russe
La découverte, 1998.

Etienne Thévenin.
L'enjeu ukrainien
Ce que révèle la révolution orange.
CLD éd. 2005

3. Articles récents de Jean-Marie Chauvier

"Quelle place pour la Russie dans le monde",
revue Contradictions , 1^{er} trimestre 2004.

"En Russie, nostalgie soviétique et nouveau
patriotisme d'état"
Le Monde Diplomatique, mars 2004

"Géorgie et guerres du Caucase : une nouvelle
épreuve de force russo-américaine ?"
revue Informations et commentaires, octobre-
décembre 2004

"Les multiples pièces de l'échiquier ukrainien"
Le Monde Diplomatique, janvier 2005.

"Retour, vingt après, sur la perestroïka
gorbatchévienne"
Le Monde Diplomatique, juin 2005.

"Good bye, Gorbatchev"
Archipel, mensuel du Forum civique européen,
juin 2005.

BALKANS EURASIENS

Par Paul Delmotte

I. «ZBIG»

Remarque

Les «glissements terminologiques» de ZBIG:

- *Le Grand Échiquier* (1997): «Balkans eurasiens» + Zone Sud = Asie centrale et Caucase + quasiment rien sur le Moyen-Orient (Machrek, Turquie, Iran), même si carte inclut toutes ces régions
- *Le vrai choix* (2004)⁹: «Balkans mondiaux» + beaucoup plus sur le Moyen-Orient

Rappel : les « Balkans eurasiens/mondiaux »

ZBIG « constate » que:

*«Depuis la dernière décennie du XX^e siècle, (...) la frange sud-est de l'Eurasie est le **théâtre de dangereuses guerres ethniques et religieuses entre États, (...) de régimes extrémistes déterminés à s'équiper d'armes de destruction massive, le foyer des dogmes les plus fanatiques**» (LVC, 63)*

*«Au cours des années récentes, le Moyen-Orient a surpassé toutes les autres régions du monde pour la croissance démographique, avec un taux annuel de 2,7% contre 1,6% pour le reste de l'Asie et 1,7% pour l'Amérique latine (...) **Les États musulmans alignés sur la frange méridionale de la Russie, qui comptent aujourd'hui une population de 295 millions d'habitants, devraient atteindre le chiffre de 450 millions en 2025 (et) d'ores et déjà (...) compte une majorité de jeunes**» (LVC, 76)*

*Le monde islamique «aux prises avec une **sérieuse stagnation sociale**: plusieurs pays musulmans souffrent d'une **pauvreté aiguë** (...) **Les disparités de niveau de vie sont encore plus criantes à l'intérieur de chaque pays**» (LVC, 77-78)*

*Les EU ont dans les **Balkans mondiaux** «des intérêts économiques et stratégiques de tout premier ordre, liés aux immenses ressources en énergie de la région. **Les coûts relativement faibles du pétrole représentent un avantage économique direct pour l'Amérique** (qui) **exerce aussi une influence indirecte mais politiquement cruciale** (C'est nous qui soulignons) **sur les***

⁹ Abrégé ici en LVC

*économies d'Europe et d'Asie, hautement dépendantes des exportations d'énergie moyen-orientale»*¹⁰

Cependant, **ZBIG**

- **Met en garde contre l'alarmisme** des médias insinuant +/- qu'il est **alimenté par des intérêts étatiques** : exemple : Israël + les EU par rapport aux capacités nucléaires militaires de l'Iran : déjà des propos alarmistes à ce sujet en... 1995 (LVC, 39 + note)
- **Rappelle** que, parmi les «*litiges*» qui opposent le Monde arabe et le Monde musulman aux EU
 - **le soutien des EU à Israël** qui «*limite (leur) capacité à éteindre les passions anti-américaines*», ces passions restreignant par contrecoup «*les possibilités de recours, par les EU, au potentiel militaire israélien*» (LVC, 95)
 - **le soutien «semblable» (!) des EU aux «efforts de la Russie visant à contenir l'influence de l'islam parmi les nouveaux voisins de sa frontière méridionale»** (LVC, 80)
 - **Ces ressentiments contribuent à forger «une identité politique musulmane transnationale»** (LVC, 80)
- **Semble déplorer «l'impunité» d'Israël en matière nucléaire** et sa collaboration en la matière (essais) avec l'Afrique du Sud de l'apartheid (LVC, 39)
- **Qualifie de «fourvoisement»** et de «*coup de main destiné à modifier la hiérarchie fondamentale des priorités géopolitiques de l'Amérique*» **l'idée «néo-con»** – mais BUSH «*n'est pas indemne d'un tel penchant*» ! ((LVC, 59) – **de répudier l'Alliance atlantique** en faveur d'une nouvelle «*coalition of the willing*» (LVC, 58). Une telle coalition ne pourrait qu'être éphémère, «*douteuse*», constituerait un «*arrangement à court terme*», car ne reposant pas «*sur un socle de valeurs partagées*» et, par dessus tout, serait «*susceptible de détruire la grande alliance démocratique*» (LVC, 59)
- **Avertit : de MAD à SAD**: un unilatéralisme US excessif, qui ne chercherait pas «*à établir un consensus international sur une définition partagée de la menace*», remplacerait la doctrine «*MAD*» (destruction mutuelle assurée) en vigueur par la «*destruction solitaire assurée*» (SAD), ce qui est «*perçu par de nombreux observateurs comme une régression stratégique.*» (LVC, 60)
- **Rejette l'idée** – renforcée par le 11/9 – **selon laquelle « tous les États en conflit avec le monde musulman** (Russie, Chine, Israël, Inde...) **devraient être désormais perçus comme les alliés naturels et prioritaires des EU** » (LVC, 58)
Idée dont certains des promoteurs «*vont jusqu'à avancer que*
 - *l'Amérique devrait se fixer pour objectif l'instauration d'un nouvel ordre au MO*
 - *amener les États arabes à ses vues*

¹⁰ De ce fait, «*les bonnes relations avec l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis (...) répondent aux intérêts nationaux des EU*» (LVC, 95)

- éliminer l'islamisme radical et
- garantir la sécurité régionale au bénéfice d'Israël » (LVC, 59-59)

- **Réitère sa profession de foi multilatéraliste**: il s'agit au contraire pour les EU de mobiliser «*un soutien international sans précédent, autrement vaste que l'alliance*» de la GF. «*La puissance internationale de l'Amérique est le point de départ nécessaire à l'élaboration de cette stratégie. Elle n'en est pas l'objectif historique.*» (LVC, 62)
 - **Prône – pour le conflit israélo-palestinien, pour l'Irak, pour l'Iran – et pour l'ensemble de la région des «Balkans mondiaux» – une coopération entre les EU et l'UE** (voir infra)
 - **Semble opposé à l'isolement par les EU de l'Iran**, pays «*le mieux doté* (de la région) *pour emprunter une voie similaire à celle choisie par la Turquie*» (LVC, 109)
 - **Relativise le «péril islamiste»**: «*au cours des deux dernières décennies, (...) le fondamentalisme islamique a été le sujet de préoccupation n°1 pour l'Occident.*» Le recours au terrorisme «*a conduit les médias occidentaux à voir dans le fondamentalisme la force montante et quasiment irrésistible à travers le monde islamique (...) Au cours de cette période pourtant, la dynamique fondamentaliste a perdu de son élan. En Iran, (...) les jours de la théocratie fondamentaliste sont désormais comptés.*» Le fondamentalisme «*pourra continuer à défier les pouvoirs (Pakistan), exacerber les conflits nationaux (Soudan), fomenter des entreprises terroristes sporadiques (Indonésie) ou vertébrer la résistance à une occupation étrangère (Liban, Irak «aujourd'hui»)* **Mais aux yeux des centaines de millions de jeunes musulmans qui s'éveillent à la conscience politique, l'élan et la pertinence historique nécessaires pour exercer une attraction politique durable lui feront défaut.**» (LVC, 80-82)
- Son «caractère réactionnaire»... «condamne à long terme» le fondamentalisme**: il ne «*prospère (que) dans les régions les plus isolées et les plus primitives du monde musulman.*» Au demeurant, «**les pays passés sous la coupe de fondamentalistes réactionnaires (sont) en nombre restreint**»: Iran, Liban du Sud, Afghanistan et «*une partie du Soudan*» (LVC, 82)
- **Prévoit qu' «à long terme, il est probable que le véritable défi politique (...) viendra des mouvements populistes qui embrassent 'l'islamisme' (...) mais qui ne promeuvent pas, pour autant, l'instauration de régimes théocratiques.** Généralement encadrés par des intellectuels laïques, (...) ils critiquent sans retenue le fondamentalisme (...) qu'ils estiment réactionnaire (...) et s'efforcent de formuler, dans un cadre islamique, des réponses aux questions politiques et sociales contemporaines (...) **À l'évidence, cette approche populiste (...) trouve un écho plus large au sein de la jeunesse.**» (LVC, 83)
 - **Considère que**

1) **«par bien des aspects, le radicalisme social à fondement religieux des mouvements politiques islamistes évoque l'apparition des partis populistes de masse, de droite aussi bien que de gauche, il y a un siècle et demi, dans le sillage de la révolution industrielle et des inégalités sociales qu'elle creusa (...) En Europe, (...) les chrétiens-démocrates parvinrent à pacifier les relations entre l'Église et l'État (...) Les idées avancées par les islamistes selon lesquelles un État respectueux des valeurs de l'islam serait nécessairement plus juste et une société appliquant la charia plus morale renforcent leur pouvoir d'attraction politique.»**

2) **«La propension de l'Occident et de l'Amérique (...) à se focaliser sur les traits les plus saillants et les plus réactionnaires du fondamentalisme islamique (...) trahit une profonde ignorance des débats politiques actuels dans les milieux intellectuels musulmans (...) Ces débats ne correspondent en rien aux stéréotypes d'une civilisation figée (...), hostile à la modernité et incapable d'assimiler la démocratie.» (LVC, 85-86)**

- **«Compte» sur une évolution «libérale» de l'islamisme¹¹: «le fondamentalisme islamique et le populisme islamique devraient être perçus dans leur relation dialectique, reflétant la fermentation politique à l'œuvre dans le monde musulman (...) L'islamisme, à la différence du marxisme, ne dispose pas d'une grille idéologique capable de répondre à tous les aspects de l'existence sociale. J'ai déjà noté son absence de familiarité avec l'économie. Le désir d'assimiler la modernité technique (...) aura des effets sur d'autres terrains. Et l'adhésion formelle aux principes démocratiques facilitera la légitimation des droits civiques et leur émancipation de la sphère religieuse» (LVC, 87)**
- **En « conclut » qu'en conséquence, «il est de l'intérêt de l'Amérique elle-même que les fidèles de l'islam en viennent à se percevoir comme des acteurs de la communauté mondiale émergente, au même titre que les habitants des autres régions (...) Et (...) que les éléments les plus dynamiques du monde musulman ne voient dans les EU ni le principal obstacle à une renaissance de la civilisation musulmane, ni le soutien indéfectible des élites au pouvoir, (...) ni l'allié d'États impliqués à perpétuer ou à restaurer une domination quasi coloniale sur les peuples musulmans – Israël, la Russie ? – Il est encore plus crucial de parvenir à isoler les extrémistes islamiques des modérés.»**

Les craintes de ZBIG

«Au cours des prochaines décennies, la région la plus instable et la plus dangereuse (...) sera celle des nouveaux Balkans mondiaux. Dans ce chaudron, une collision entre l'Amérique et l'islam est envisageable et les tensions de la politique américano-européenne peuvent défaire l'Alliance atlantique. Combinées, ces deux éventualités mettraient l'hégémonie américaine en péril.» (LVC, 89)

«Le défi ainsi posé à l'Amérique dépasse de très loin, par sa complexité, celui auquel elle a fait face, voilà un demi-siècle, en Europe de l'Ouest.» (LVC, 90)

¹¹ Précisons que j'entends ici ce que beaucoup appellent l'*intégrisme*

Pourquoi ? **Parce que:**

- **les EU avaient «évalué les enjeux de la confrontation»**
- **«s’impliquaient dans la défense, la pacification, la reconstruction et la revitalisation»** de l’Europe
- **de ce fait, «agrégeaient autour d’eux des alliés naturels avec lesquels ils partageaient des valeurs communes»**... ce qui leur permit après la GF d’impulser la transformation de l’OTAN et de se gagner un *«nouvel allié enthousiaste»*: la Pologne (LVC, 90)

« Que faire ? », selon ZBIG

... **sans «aucune réponse évidente»** (LVC, 91), pour empêcher l’évolution évoquée?

«À l’échelle d’une génération, (...) la tâche primordiale des EU (...) va consister à s’engager dans la pacification et, à terme, dans l’organisation coopérative d’une région qui se distingue par un niveau sans égal d’injustice politique et de pauvreté sociale, de densité démographique et de violence potentielle. Mais la région abrite aussi la majorité des réserves de pétrole et de gaz naturel. Soit, (en) 2002, 68% des réserves de pétrole connues et 41% des réserves de gaz naturel connues (...) Pour 2020, (...) trois régions-clés – l’Europe, les EU et l’Extrême-Orient – devraient consommer 60% de cette production mondiale (respectivement 16%, 25% et 19%)» (LVC, 90-91)

«Pétrole et volatilité: la région ne laisse aucun choix aux EU. Ils doivent maintenir une stabilité minimale dans une région structurée par des États chancelants» Or, «à la différence de l’Europe (de l’après-guerre), le terrain est culturellement étranger, politiquement troublé et ethniquement complexe» (LVC, 91)

Il s’agit donc de:

- *«appréhender la fermentation (...) dans le monde musulman selon une perspective régionale plutôt que mondiale, et*
- *l’analyser à travers un prisme géopolitique plutôt que théologique»* (LVC, 89)

MAIS,

- **«avec qui et comment les EU devraient-ils s’engager dans la région» ?**
- **«dans une région où perdurent haines ancestrales et hétérogénéité culturelle** (alors que le Plan Marshall et l’OTAN *«reposaient sur le soubassement préexistant d’une solidarité culturelle et politique transatlantique»* et où **«le nationalisme s’y manifeste à un stade plus émotionnel** (*«que dans l’Europe épuisée par les guerres»* – LVC,91)
- **dans une région où «l’Amérique ne compte aucun allié avec lequel elle entretienne des liens historiques et culturels comparables à ceux qui existent avec la GB, la France, l’Allemagne et, pour une période plus récente, la Pologne»** (LVC , 92)
- **dans une région où les EU doivent «surtout ne (pas) se laisser dicter ses orientations et ses priorités par aucune autre puissance régionale»**
- **dans une région où les puissances régionales – «souvent qualifiées de partenaires»** (Turquie¹², Israël¹³, Inde¹⁴, Russie¹⁵) – souffrent **«chacune de sérieux handicaps qui limitent**

¹² À propos des réticences à l’adhésion de la Turquie à l’UE, BRZEZINSKI souligne que *«toutes sortes de positions dilatoires retarderont, aussi longtemps que possible, un engagement ferme»* et de ce fait **augmenteront «la**

sa possible contribution à la stabilité régionale ou cultive ses objectifs propres, contradictoires avec les intérêts plus larges des EU» (LVC, 92)

En conséquence, **«un seul partenaire reste en lice»: l'Europe:**

- qui **«seule (...) a le potentiel politique, militaire et économique requis pour accomplir les tâches de l'heure»: «engager – « en collaboration avec l'Amérique» – les divers peuples de l'Eurasie (...) dans la promotion de la stabilité régionale (et) une coopération transeurasienne.»**
- parce qu'**«une Europe transnationale impliquée aux côtés de l'Amérique érousse les suspicions quant à un éventuel projet colonial» (LVC, 99)**

Toutefois,

- **«quoiqu'il en soit, il n'y aura pas d'engagement européen si l'Amérique s'attribue la direction exclusive de l'alliance» (LVC, 99)**
- pour les mêmes raisons, le Japon peut également être considéré comme un partenaire éventuel (LVC, 100)

«Dans la mesure où les problèmes de la région dérivent d'un enchevêtrement de conflits interdépendants», il s'agit d'«établir un ordre des priorités. Trois objectifs combinés tiennent une place décisive» (LVC, 101):

1. La résolution du conflit israélo-arabe: «l'impératif le plus urgent (C'est nous qui soulignons) (qui) détermine les possibles progrès autour des deux autres objectifs» (LVC, 101) parce que

probabilité d'un retour (...) à l'islam et (...) une réorientation radicale.» Un autre «handicap» turc serait la question kurde (LVC, 93-94)

¹³ **En ce qui concerne Israël, ZBIG, rappelant le soutien «sans équivalent» des EU à cet «État client de prédilection», distingue:**

- les **«atouts» de l'alliance israélienne: «capacités potentielles (...) de fournir une plate-forme militaire à l'Amérique»**
- les **«inconvenients»: «les intérêts israéliens et américains au MO ne se recoupent que partiellement», surtout en matière énergétique et «du point de vue israélien, les liens américano-arabes (...) relativisent le soutien de l'Amérique aux aspirations territoriales d'Israël et la rendent plus réceptive aux doléances arabes – dont, en «première place» – contre Israël» (LVC, 95)**

¹⁴ **«Une alliance américano-indienne dans la région serait nécessairement limitée dans son ampleur» pour deux raisons essentielles:**

- **«la diversité religieuse, ethnique et linguistique du pays», caractérisé par une «forte prépondérance hindoue, à demi encerclé par ses voisins musulmans et comprenant une minorité musulmane (...) de 120 à 140 millions d'habitants»**
- **«la politique étrangère de l'Inde est d'abord définie en fonction de ses voisins, le Pakistan et la Chine» dont les liens étroits «accentuent le sentiment de menace.» Les EU «ne peuvent s'aventurer à soutenir l'Inde contre le Pakistan et la Chine sans le payer (...) d'un coût stratégique prohibitif»**

Ces facteurs «restreignent les possibilités d'un appui indien pour les EU dans la perspective d'un effort à long terme visant à (...) imposer la paix dans les Balkans mondiaux» (LVC, 97)

¹⁵ **Quant à la Russie, la question est de «savoir jusqu'à quel degré la Russie est en mesure de remplir le rôle de partenaire stratégique majeur pour maîtriser les turbulences eurasiennes»: elle dispose des moyens nécessaires mais «n'appartient plus, à proprement parler, à l'ensemble régional»; elle considère ses voisins musulmans comme une menace; «les nouveaux États indépendants d'Asie centrale voient dans le combat pour l'émancipation de la tutelle coloniale russe l'axe principal de leur histoire récente»; la Russie ne peut «prétendre au titre de modèle social» (LVC, 98)**

- ce conflit **«par ricochet, canalise l'hostilité islamique sur l'Amérique»** (LVC, 101): une solution viable au conflit israélo-palestinien **«réduirait la polarisation sur les EU du terrorisme»** (LVC, 104)
- **«l'écueil moyen-oriental menace l'alliance euro-atlantique de dislocation»** (LVC, 101): **«c'est bien au MO que, pour la 1^{ère} fois depuis (...) Suez, en 1956, l'Europe pourrait être conduite à se définir contre l'Amérique»** (LVC, 103) et **«c'est bien sur cette question que l'UE entreprend, pour la 1^{ère} fois, la définition d'une stratégie commune (...) et commence à remettre en cause le monopole américain sur les arbitrages régionaux»** ¹⁶ (LVC, 102)

En conséquence, «seule une action concertée des EU et de l'UE est susceptible d'accélérer le processus. Des progrès dans ce sens passent par la définition des termes (...) d'une paix israélo-palestinienne» (LVC, 104)

Une « formule viable » pour la résolution du conflit

- **«initierait un effort concerté entre les EU et l'UE**
- **permettrait aux Américains de poursuivre la promotion de la démocratie dans les États arabes»** (LVC, 104)

D'autre part, «la stabilisation de l'Irak (...) bénéficierait elle aussi d'une collaboration entre les EU et l'UE» (LVC, 105)

2. «La transformation de l'équation stratégique pour toute l'aire productrice de pétrole, du golfe Persique à l'Asie centrale (LVC, 101)

Une coopération EU/UE sur ces deux théâtres «créerait les pré-conditions politiques indispensables à la résolution d'une autre équation (...) qui prévaut aujourd'hui, de manière insatisfaisante (C'est nous qui soulignons – VOIR infra), **pour toute la zone productrice de pétrole (...) Dans la mesure où l'accès à des sources d'énergie relativement bon marché est d'une importance vitale pour les trois régions (...) les plus dynamiques (Amérique du Nord, Europe, Asie de l'Est) la domination stratégique sur cet ensemble, quitte à l'habiller d'accords de coopération divers (sic!) devrait être considérée comme un enjeu économique mondial décisif.»** (C'est nous qui soulignons – LVC, 105-106)

Pourquoi ZBIG juge-t-il «l'équation» géopolitique dans les «Balkans mondiaux» «aujourd'hui insatisfaisante (...) du point de vue des intérêts américains» (LVC, 105-106) ?

Parce que:

- **«Plusieurs des principaux états exportateurs – en particulier l'Arabie saoudite et les EAU – sont faibles et politiquement malades»** (LVC, 106)
- **l'Irak «entame une période de stabilisation»** (sic !)
- **L'Iran, au régime hostile aux EU, «est soupçonné de chercher à s'équiper d'ADM et d'entretenir des liens avec le terrorisme»**

¹⁶ ZBIG renvoie à la *Déclaration de Séville (22 juin 2002)* qui formulait des propositions européennes pour la résolution du conflit **«qui s'éloignent de façon significative, de la démarche américaine»**: particulièrement en étant **«beaucoup plus explicite»** sur les questions du partage de Jérusalem, les frontières de 1967 et le droit des Palestiniens à choisir leurs dirigeants (y compris Y.Arafat à l'époque – LVC, 103)

- Les nouveaux États indépendants du Sud-Caucase et d'Asie centrale «*vivent encore les premières phases de leur consolidation (et) souffrent par ailleurs d'une situation de semi-isolement v. à v. des marchés mondiaux de l'énergie*¹⁷» (LVC, 106)
- Même si actuellement les EU disposent dans la région du Golfe d'une présence militaire «*exclusive*» et d'une «*marge de manœuvre exceptionnelle*», «*les probabilités d'un succès unilatéral américain apparaissent plus éphémères pour peu que l'on considère les conséquences à long terme d'un bouleversement stratégique violent*» (C'est nous qui soulignons): «*on voit mal par quels moyens les EU contraindraient l'Iran à s'engager dans une réorientation fondamentale*» (LVC, 107)

D'autre part, même si «*jusqu'à présent, la Russie ne s'est pas mise en travers des projets militaires américains (...), le tremblement de terre géopolitique (...) en cours dans le golfe Persique pourrait (...) remettre en cause les efforts en,trepris par l'Amérique pour consolider l'indépendance des États (...) de la Caspienne. Les préoccupations américaines (...) ont de quoi inciter Moscou à reprendre ses pressions*» (LVC, 107-108)

En conséquence, «*une collaboration stratégique plus étroite entre les EU et l'UE*»:

- *paraît en mesure de réduire ces risques*
- *ses bénéfices «compenseraient tous les coûts d'un compromis»*
- «*éviterait à la Turquie un choix douloureux entre la loyauté due à son allié américain et ses espoirs d'adhésion à l'UE*» (LVC, 108)
- *pourrait contribuer à «la transformation de l'Iran (...) en facteur de stabilisation», ce qui favoriserait en retour sa prospérité*¹⁸ et, par conséquent, réduirait ses problèmes socio-économiques qui «*s'accumulent*» (LVC, 109)

Cependant, «*une telle issue est impensable aussi longtemps que les EU chercheront à isoler l'Iran*» (LVC, 109)

Et «*une telle modification des facteurs dans l'équation stratégique permettrait la mise en œuvre du pacte de stabilité pour le Caucase, proposé par la Turquie en 2000 qui se propose d'établir une coopération régionale*» (LVC, 110)

3. «*L'implication des principaux gouvernements dans des accords régionaux visant à endiguer la prolifération des ADM et l'épidémie terroriste*» (LVC, 101)

¹⁷ Parce que la législation US «*bannit le passage sur le territoire iranien de oléoducs desservant le golfe Persique et parce que la Russie poursuit une politique agressive (sic !) afin de s'assurer un monopole d'accès aux ressources d'énergie turkmènes et kazakhs*»

¹⁸ Car «*l'antagonisme avec l'Amérique (...) crée des obstacles au développement de relations économiques irano-européennes ou irano-japonaises*» (LVC, 109)

En guise de conclusion: «Apprendre de l'ennemi»

Retour sur quelques appréhensions de ZBIG

... et sur les «conseils» qu'il donne à un éventuel futur mouvement révolutionnaire

«Le contexte international inégalitaire et les ressentiments qu'il suscite pourraient favoriser l'émergence d'une nouvelle idéologie fédératrice capable de catalyser ces divers phénomènes» (C'est nous qui soulignons). **Ils se focaliseraient contre les EU, garants apparents du statu quo.»**

«Cette configuration pourrait être ébranlée si une vigoureuse dynamique populiste anti-américaine se développait en Europe et en Asie (...) Les signes avant-coureurs en sont déjà manifestes... »

II. LES BUSH ET LE MOYEN-ORIENT

L'administration BUSH père a rompu avec la politique résolument pro-israélienne de REAGAN, imposant au gouvernement de Ytzhak SHAMIR – par des pressions financières – la participation d'Israël à la conférence de Madrid, puis soutenant – comme le fera CLINTON – Yitzhak RABIN, après la victoire travailliste aux élections de 1992.

L'administration de George W. BUSH ne semble pas s'être montrée désireuse – peut être au vu du *«précédent peu encourageant»* de CLINTON – de se préoccuper du conflit israélo-palestinien avant le 11 septembre 2001. Le poste d'envoyé spécial pour le Moyen-Orient, maintenu depuis 12 ans, sera supprimé: *«le dossier israélo-arabe repasse(ra) au fonctionnement normal de la bureaucratie du département d'État»* (LAURENS, 2004, 188).

La tendance à vouloir laisser les protagonistes eux-mêmes régler le conflit est exprimée par Bush en mars 2001: cependant, Y. ARAFAT se voit déjà «puni» en n'étant pas invité, contrairement à SHARON, aux EU¹⁹. Des reproches sont toutefois exprimés aux Israéliens au sujet de la dureté de la répression de l'*Intifada*.

Parallèlement, dès avant le 11-septembre, *«la priorité est donnée au Golfe»*: l'Irak a été défini par les «durs» de l'administration comme *«l'ennemi majeur»* (Ibid.).

Au début de 2001, l'administration BUSH poursuivra en fait la politique de l'administration CLINTON envers l'Irak: une mini-guerre aérienne non déclarée (LAURENS, 2004, 189). Washington voit ainsi se développer

- les relations entre l'Irak et ses voisins,
- les détournements de l'embargo
- les protestations de l'opinion devant les dégâts humains de l'embargo, malgré la résolution dite «pétrole contre nourriture»

¹⁹ Le motif invoqué est ses relations avec le *Hamas*, le *Djihad islamique*, le *Hezbollah* et l'Irak de S. HUSSEIN

... et, face à cela, se montre disposée à adopter des «*sanctions intelligentes, ciblant mieux qu'auparavant les produits à éventuel usage militaire*». Un projet en ce sens est bloqué en juillet 2001 à l'ONU par la Russie, ce qui débouche sur une intensification de la «mini-guerre aérienne» (LAURENS, 2004, 189-190).

Ensuite, Washington proposera une «feuille de route», mais tout en laissant faire SHARON.

En soutenant le plan de retrait unilatéral – et *de facto* en dehors de la feuille de route – de la bande de Gaza de ce dernier, G. BUSH junior «a choisi d'agir à l'opposé de ce que faisait son père». En fait, BUSH semble – et malgré son projet de «Grand Moyen Orient» – s'être «*totalelement désinvesti du Proche-Orient depuis avril 2002*».